

N° 600

Semaine

du 28 février

au 8 mars 1973

Prix : 1,50 F

# informations ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

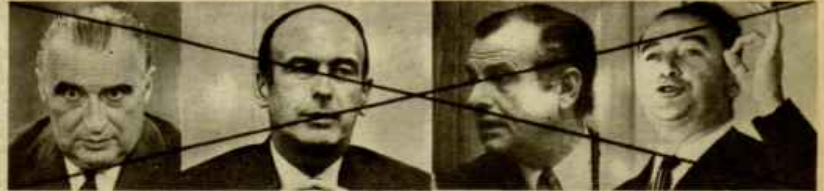
Gaulliste

Républicain Indépendant

Réformateur

Radical de gauche

**CONTRE  
TOUS LES PARTIS  
DE LA BOURGEOISIE**



## UNITÉ DES OUVRIERS ET DES PAYSANS



### LE CALME AVANT LA TEMPÊTE

En dépit du fait que la campagne électorale qui se termine a été marquée par un calme évident, les « observateurs » qualifiés du monde de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie ne sont rassurés qu'en apparence. Les signes annonciateurs qui s'accumulent démontrent que la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie se dirige vers de nouveaux affrontements.

Répétons-le encore une fois.

Le 4 mars, les travailleurs voteront contre Pompidou et tous les partis bourgeois, y compris le parti des banquiers radicaux de gauche.

Le 4 mars, les travailleurs voteront en masse pour le PCF et le PS. Dans les 20 circonscriptions où ils se présentent, les candidats de l'OCI comptabiliseront les liens nouveaux gagnés à la construction du parti révolutionnaire.

Le 11 mars, les travailleurs voteront massivement pour le candidat du parti ouvrier arrivé en tête du premier tour.

Ils n'apporteront aucun de leurs suffrages à un candidat d'un parti bourgeois, fût-il baptisé « radical de gauche ».

En tout état de cause, les « grands politiques » qui occupent pour l'instant le devant de la scène cesseront d'exister quand la révolution va faire son entrée.

#### ATTENTION

Ce numéro d'Informations Ouvrières paraît exceptionnellement sur 12 pages. En vue de rendre compte du premier tour des élections, notre prochain numéro paraîtra sur 8 pages le jeudi 8 mars 1973.

## Vote classe contre classe

**30  
millions**



AU 24 FEVRIER 1973

337 353,00 F

ETAIENT COLLECTES

20 candidats trotskystes : pour répondre aux dépenses engagées, l'OCI a décidé de lever sous forme de souscriptions 30 millions, l'AJS qui de son côté soutient l'intervention politique de l'OCI dans la campagne électorale, a fixé son apport à 10 millions. 337 353,00 F sont collectés au 24 février 1973.

Du 24 février au 4 mars 1973, en une semaine, les militants de l'OCI et de l'AJS se fixeront la tâche de collecter 62 647,00 F.

#### ENTRÉES

Souscription au 17-2-73	301 738,00 F
Collecte du 18 au 24-2-73 :	
— Région parisienne	17 323,00 F
— Province	6 204,00 F
— A.J.S.	11 593,00 F
— Trotskystes belges	230,00 F
— Trotskystes latino-américains	265,00 F
<b>Total des entrées au 24-2-73</b>	<b>337 353,00 F</b>

#### SORTIES

Sorties au 17-2-73	226 137,00 F
Affiches A.J.S.	7 450,00 F
Brochure : contre la répression en pays de l'Est	2 632,00 F
Brochure Front populaire	4 558,00 F
Affichettes	2 120,00 F
Tracts A.J.S. pour le 23 février	2 800,00 F
Tracts C.E.S.	3 750,00 F
Salle Mutualité	4 122,00 F
Garde A.J.S.	1 975,00 F
Voyages et frais de séjour	3 000,00 F
Avances Dijon	6 000,00 F
Avances 78	3 600,00 F
Affiches pour le 23	7 500,00 F
Mutualité 23	5 448,00 F
<b>Total des dépenses</b>	<b>412 200,00 F</b>

En caisse au compte Itis : 337 353,00 F — 281 782,00 F, soit 55 571 F.

U.A.  
Biblioteca de Comunicacio  
i Hemeroteca de l'OCI  
CEDOD



Paris, 23 février à la Mutualité

## 2500 jeunes pour les Etats Généraux de la jeunesse

1936, en France, c'est le « Front populaire » : « Pour la première fois, le peuple vote à gauche », dit le commentaire : un gouvernement, dirigé par Léon Blum, composé des socialistes et des radicaux, est mis en place ; le PCF le soutient, mais n'y participe pas « pour ne pas effrayer les masses ».

Juin 1936 : grève générale : les travailleurs, pour la satisfaction de leurs aspirations, de leurs revendications, ont voté « à gauche » : au

Le gouvernement de front populaire n'est qu'un changement de ministres, il ne peut satisfaire l'immense espoir des masses, parce qu'il ne touche pas au fond, c'est-à-dire à la propriété privée.

Ces images-là, du film « 36, le grand tournant », 2500 jeunes rassemblés à la Mutualité, à l'initiative de l'AJS, les ont vues.

2500 jeunes ont vu ce qu'a été le front populaire qui a ouvert, après la grève générale de juin 1936, les

directions des organisations PCF et PS se rejoignent, s'unissent, se mêlent : « UNITE ! UNITE ! » scandent les masses. Les travailleurs imposent aux directions l'unité : c'est cette unité qui fait reculer les bandes fascistes naissantes, c'est cette unité qui battra aux élections le gouvernement bourgeois.

Les 2500 jeunes de la Mutualité n'ont pas connu 36, n'ont pas connu 45, ont à peine connu 68 : ces « révolutions manquées », ces moments où la classe ouvrière va à l'assaut du pouvoir et se voit frustrée de son pouvoir, parce que les directions de ses organisations refusent de prendre le pouvoir, le confient aux représentants du capital plus ou moins camouflés.

La jeunesse de 1973, la jeunesse rassemblée le 23 février n'a pas vécu cela, mais elle comprend et elle sait qu'une chose est indispensable pour son combat, l'UNITE.

Elle sait que c'est à elle d'imposer son unité, comme la classe ouvrière de 1934, elle sait que c'est à elle de l'organiser.

Les 2500 jeunes rassemblés à la Mutualité, sept heures durant, constituent le premier maillon de ce combat : ils se sont réunis là, venant des lycées, des localités, des foyers, des facultés, pour les Etats Généraux de la Jeunesse.

2500 jeunes, par la voix de leurs orateurs, ont exprimé pourquoi ils combattaient pour réaliser leur unité.

2500 jeunes, en adoptant à l'unanimité une adresse à la jeunesse parisienne et aux directions du PCF, du PS, des JC et des JS, ont décidé de rassembler avec eux des milliers d'autres jeunes, pour que se réalisent les Etats Généraux de la Jeunesse, convoqués par les organisations ouvrières et les organisations de jeunesse.



lendemain des élections, ils ne veulent pas attendre, ils veulent voir honorer leurs exigences : ils se mettent en grève, occupent les usines.

Alors, on voit comment Thorez, Duclos s'efforcent de faire reprendre le travail : « Ce n'est pas le moment ! » Les paysans condamnent la grève des camionneurs, « il faut savoir terminer une grève », et les radicaux se révèlent pour ce qu'ils sont : les défenseurs du capital, les défenseurs de la propriété privée, les défenseurs de l'ordre.

voies à la défaite ouvrière. Ils ont vu aussi ce qu'a été le « frente popular » en Espagne qui, en se refusant à exproprier la bourgeoisie, a entraîné à la défaite les travailleurs espagnols et à l'instauration du fascisme. « Vive la mort ! » hurlent les généraux victorieux. La « mort » pour les combattants ouvriers.

Mais ces 2500 jeunes ont vu aussi comment s'est réalisée l'unité de la classe ouvrière : la manifestation du 12 février 1934 : les deux cortèges rendus distincts par la division des

ROUEN

## Contre les sanctions 1500 lycéens manifestent

Une nouvelle affaire Wander se déroule à Rouen.

Sur appel du proviseur gaulliste du lycée technique Marcel-Sembat, le Recteur de l'Académie a décidé de casser la décision du conseil de discipline de cet établissement condamnant l'élève Pascaud à trois jours de suspension pour la présomption pesant contre lui d'avoir commis un acte fort bémol au demeurant (blocage de la sirène du lycée). Le Recteur a prononcé l'exclusion définitive de Pascaud, qui risque d'entraîner la suppression de sa bourse et de son droit au logement en cité universitaire.

La réaction des lycéens a été immédiate.

En trois jours, plus de mille lycéens signaient une pétition exigeant la réintégration de leur camarade. Une manifestation de 1500 lycéens est organisée en direction du rectorat.

Dans le même temps, plus de 100 enseignants des lycées de Rouen s'adressaient au Recteur pour condamner la décision qui apparaît comme une provocation grossière à l'égard des lycéens et pour demander la réintégration de Pascaud.

Ce lundi, le cercle inter-lycées UCL-AJS qui vient de se constituer et dont les militants sont à la pointe du combat pour la réintégration de leur camarade, vient de répondre par tract aux questions que se posent les lycéens : l'action minoritaire ne peut aboutir. C'est l'action de masse unie lycéens-enseignants-parents qui fera céder le recteur.

La réaction des enseignants démontre que c'est possible. Le recteur, en dépit du soutien non déguisé que lui apportent les responsables enseignants du PCF, ne pourra pas éviter de répondre aux milliers de lycéens, aux centaines d'enseignants et de parents signalaires de la pétition qui viendront lui faire connaître leur refus de la provocation.

## Adresse à la jeunesse avant, pendant et après les élections : unité pour l'action !

Camarades,

Réunis à l'appel de l'AJS, par milliers, nous avons constaté que, pour tous les jeunes de tous les secteurs, le capitalisme est un danger mortel.

Pour le jeune travailleur, le lycéen, l'étudiant, l'élève de CET, le capitalisme, c'est la négation de l'avenir, de la vie.

Les 4 et 11 mars se dérouleront des élections d'une importance extrême.

Les travailleurs voteront dans ces élections CLASSE CONTRE CLASSE, contre l'UDR et tous les partis bourgeois, radicaux de gauche compris.

Les travailleurs voteront pour chasser le gouvernement du Capital.

Nous, par centaines de milliers, sommes exclus du scrutin. La bourgeoisie qui nous craint nous refuse le droit de vote.

MAIS NOUS POUVONS AGIR AVANT, PENDANT, APRES LES ELECTIONS.

Jeunes de la Région Parisienne !

Sans droit, exploités par le Capital, nous devons en finir avec cette société. Nous ne voterons pas. Mais le gouvernement qui nous refuse le droit de vote a imposé, décidé, contre nous sélection, répression, loi Debré, FJT-casernes, etc.

Nous disons :

Pour battre le Capital, arracher nos droits, nos revendications, il faut l'unité de la jeunesse, aux côtés de la classe ouvrière. Il faut les Etats Généraux de la Jeunesse.

Dirigeants du PC, du PS, de la JC et de l'AJS, avec l'AJS nous nous adressons à vous. La jeunesse doit s'unir, partout. Des CET, des facultés, des lycées, des FJT, des usines, des localités, UNITE, UNITE, UNITE !

UNITE pour nos revendications !

UNITE pour nos aspirations !

UNITE contre le gouvernement !

UNITE pour le socialisme !

La jeunesse dit : nous sommes des centaines de milliers, des millions dans toute la France.

Si les dirigeants des grandes organisations ouvrières, des organisations de jeunesse de la classe ouvrière (JC, JS, AJS) s'unissent pour convoquer les Etats Généraux de la Jeunesse, alors, aux côtés de la classe ouvrière, la jeunesse tiendra sa place, qu'elle ait ou non le droit de vote.

Si dans chaque quartier, dans chaque localité, vous, dirigeants du PC et du PS, convoquez des Assemblées Générales de Jeunes, nous serons des milliers à nous mobiliser.

Nous établirons nos revendications, nos aspirations, dégagerons les voies de l'action et élirons nos représentants sur un mandat clair, net. Et ainsi s'établira de chaque quartier, de chaque point où la jeunesse existe, de toutes les villes de

France, la représentation permanente de la jeunesse, contrôlée par les Assemblées Générales de Jeunes se réunissant nationalement en Etats Généraux de la Jeunesse.

Chacun le voit : telle est la clé du succès.

Si vous le voulez, dirigeants du PC et du PS, des JC et des JS, vous pouvez mobiliser des millions de jeunes qui veulent que cela change, qui veulent le socialisme, qui veulent l'unité.

Nous n'avons pas le droit de vote, et les représentants des conseils d'administration établissent au gouvernement les taux de sélection.

Nous n'avons pas le droit de vote, et Michel Debré veut abroger nos sursis. Nous n'avons pas le droit de vote, et pour trouver du travail, Edgar Faure nous contraint à la « mobilité ».

Nous n'avons pas le droit de vote, et les mesures de répression les plus provocatrices sont prises contre la jeunesse.

Nous voulons décider, nous voulons contrôler.

Des millions de jeunes veulent décider, élire, contrôler, agir dans l'unité. C'est cela le combat pour les Etats Généraux.

Réunis par milliers à la Mutualité à l'appel de l'AJS, nous décidons d'engager la bataille pour mobiliser nos camarades au CET, au FJT, à la faculté, au lycée, dans le quartier, à la MIC, pour imposer cette unité, pour imposer les Etats Généraux.

Nous prenons l'engagement d'agir pour que les Etats Généraux soient convoqués par les organisations. C'est pourquoi nous prenons la décision de nous réunir en groupes de jeunes par localités, pour constituer le mouvement qui imposera les Etats Généraux de la Jeunesse. Chaque groupe de jeunes constitué désignera son représentant qui sera élu et relié aux autres groupes, représentants qui discuteront des voies et des moyens pour réaliser l'unité.

Jeunes de la Région Parisienne ! Nous sommes des milliers. Nous prenons l'engagement de devenir dizaines de milliers.

Nous prenons l'engagement de constituer des groupes de jeunes qui combattront pour les Etats Généraux, qui s'adresseront aux dirigeants du PS, du PC, des JS et des JC, pour réaliser l'unité, pour préparer des Assemblées Générales des Jeunes de masse, pour préparer les conditions de la victoire.

Jeunes de la Région Parisienne ! Ce combat, c'est votre combat.

Partout, regroupons nos camarades, prononçons-nous pour les Etats Généraux. Nous sommes convaincus : allons en convaincre d'autres ! Chaque groupe de jeunes appliquera en son sein la démocratie ouvrière, c'est-à-dire la libre discussion.

Jeunes de la Région Parisienne, réunis par milliers à l'appel de l'AJS à la Mutualité, nous vous disons : la bataille pour les Etats Généraux de la Jeunesse, c'est celle qui mène à la victoire, c'est celle qui mène au socialisme. C'est ainsi que, même sans droit de vote, nous agirons pour en finir les Etats Généraux et après, avec tout gouvernement du Capital, pour un gouvernement ouvrier. La voie au socialisme, pour le gouvernement ouvrier.



# pas une voix aux radicaux de gauche serviteurs du grand capital

Inlassablement, nous avons, semaine après semaine, montré dans les colonnes de ce journal, par tracts et réunions publiques, nous basant sur des faits incontestables, combien l'union des dirigeants du PCF et du PS avec le Parti radical de « gauche » représentait une alliance des partis ouvriers avec un parti du grand capital.

Nous avons démontré que l'Union de la gauche avec les radicaux de gauche n'avait rien à voir avec l'alliance des ouvriers et des classes moyennes. Le banquier Filippi, ex-sous-ministre de Pétain serait-il consacré, parce qu'il a signé le Programme commun, représentant des classes moyennes ?

Par quelle magie le banquier Brunet et avec lui le directeur Lamirault des usines Renault, administrateur d'Alfa Romeo, seraient-ils devenus représentants des classes moyennes ? Les politiciens affairistes Robert Fabre, Lavaillat et autres, sont des hommes politiques, défenseurs du grand capital, qui exploitent les travailleurs des villes et des campagnes et les classes moyennes.

Les radicaux de gauche représentant des banquiers et des monopoles n'ont pas varié sur leurs positions. Aujourd'hui comme hier, Maurice Faure, Fabre, Brunet se prononcent pour la défense de la propriété privée des moyens de production, pour que les nationalisations prévues par le Programme commun prévoient de substantielles indemnités, pour l'Europe capitaliste et le pacte Atlantique.

## Le passé est garant de l'avenir : M. Maurice Faure

Waldeck-Rochet, en 1960, déclarait : « Quand au radical de droite, Maurice Faure, non, le PC ne cautionnera pas avec ses voix une politique d'alliance avec la réaction. »

On sait ce qu'il est advenu de cette déclaration. Au premier tour des élections de 1967, après avoir mené une violente campagne anti-communiste, Maurice Faure risque de mordre la poussière. Précipitamment il se rallie à la FGDS entre les deux tours ; les dirigeants du PCF acceptent de se désister pour M. Faure dont nous publions quelques déclarations caractéristiques.

En 1962, Maurice Faure déclarait : « Tant que je serai président du Parti radical, il n'y aura pas de Front populaire. »

Le 25 avril 1966 : « La gauche doit savoir qu'il lui faut choisir entre le Centre et le Parti communiste. Quelle responsabilité prendrait la gauche française si, seule de toutes les démocraties d'Occident, elle décidait de faire un pacte de majorité et un pacte de gouvernement avec les communistes. »

Et encore : « Quel est celui qui peut dire qu'avec une alliance, même de circonstance, même de rencontre avec les communistes, on peut promettre à la France qu'on pourra reprendre la politique européenne et la politique atlantique ou qu'on fera renaître la démocratie ? »

De tout temps, M. R. Billère a été connu et reconnu comme radical de gauche. Selon R. Barillon, M. René Billère souhaiterait que la FDGS « puisse s'étendre aux républicains qui sont à notre droite et même dans les rangs du MRP », reprenant la déclaration de M. Faure qui affirmait hautement : « Je suis le meilleur ami du Centre démocrate ».

## Radicaux de gauche et radicaux de droite

M. René Billère fut à l'origine des premières attaques contre l'école laïque. Il a cautionné le colloque de Caen où des enseignants sans conscience et d'autres « personnalités » de droite et de gauche ont établi les premières bases du démantèlement de l'Éducation nationale en France, dont les travaux ont été largement utilisés par les ministres Fouchet, Peyrefitte et Edgar Faure pour réaliser la sélection à l'Université et mettre en place les CES.

M. René Billère est un bon radical de gauche : devisant avec M. Edgar Faure à la tribune de l'Assemblée nationale (deuxième séance du 4-10-68) il a déclaré :

« Est-il interdit d'espérer qu'on puisse réunir une large majorité d'étudiants autour de ces idées simples qui sont les nôtres ? »

Pour défendre le régime capitaliste, les radicaux de gauche s'allieront « avec le diable et sa grand-mère ».

Nous sommes le 4 novembre 1968, de Gaulle cherche à préparer, avec la régionalisation, les structures de l'ordre corporatiste qu'il tentera d'imposer avec le référendum du 28 avril 1969. Les travailleurs infligeront une défaite à de Gaulle.

Nous sommes à l'Assemblée nationale le 4 novembre 1968. Au cours de la première séance, M. Robert Fabre, président des radicaux de gauche, signataire du Programme commun, s'adressant à M. Guichard, le ministre UDR que de Gaulle a chargé de préparer la réforme régionale corporatiste, déclare :

« J'ai été très agréablement surpris par votre prise de position personnelle sur la réforme régionale, car depuis longtemps nous avons mis l'accent sur la nécessité de la régionalisation. C'est ce que nous demandons depuis longtemps. Concernant la politique d'ensemble de l'aménagement du territoire, je pense que le schéma d'aménagement général de la France, l'étude et la création est aussi une excellente initiative. Il faut non seulement un consensus populaire mais une participation de tous à l'élaboration de ce schéma. »

Non les radicaux de gauche n'ont pas changé. Ils restent les fidèles serviteurs du grand capital, des ennemis des travailleurs.

## DERNIERE MINUTE

# Ricardo NAPURI, dirigeant trotskyste péruvien en danger !

## Répondons à l'appel du P.O.M.R.

Camarades,

Le gouvernement Velasco vient de capturer le camarade Ricardo Napuri, dirigeant du Parti Ouvrier Marxiste Révolutionnaire (POMR). Il s'agit là d'une nouvelle violation des libertés démocratiques commise par un gouvernement prétendument démocratique. En effet, la seule raison pour laquelle le gouvernement a capturé le camarade Napuri est qu'il redoute la ligne prolétarienne de notre Parti, ligne politique qui exprime consciemment la lutte des exploités pour leur émancipation.

Telle est la raison fondamentale.

C'est pour la même raison que le gouvernement a confisqué notre journal (qui sortait légalement) et l'a retiré des kiosques et des librairies. Redoutant la Révolution Proletaria, le journal des ouvriers conscients, qui lutte pour la hausse générale des salaires, l'expropriation de l'impérialisme et du grand capital, pour la destruction de Sinamos (système national de la mobilisation sociale) et de la CTRP (Centrale des travailleurs de la révolution péruvienne), pour une Assemblée Constituante appuyée par le peuple et qui démocratiserait la Nation, pour le Front unique anti-impérialiste sous la direction du prolétariat, pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Revolution Proletaria est le journal qui a proposé le regroupement du mouvement ouvrier dans une Centrale syndicale anti-collaborationniste et un congrès des organisations appartenant à la CGTP (Confédération générale des travailleurs péruviens), qui a élaboré un plan national de lutte garantissant l'indépendance politique des travailleurs.

C'est cela qui effraie le gouvernement, fort en apparence, mais faible étant donné son caractère de classe.

Le POMR lance un appel aux travailleurs pour qu'ils se prononcent contre la détention du camarade Napuri, pour le rapatriement de Hugo Blanco et de Rolando Brena, pour la libération des emprisonnés politiques et l'arrêt des poursuites contre les détenus politiques.

Lima, le 20 février 1973  
Le Bureau politique du POMR

## Conséquence de la crise monétaire

# les capitalistes veulent réduire le pouvoir d'achat

Les élections françaises se situent dans un contexte économique financier et politique où toutes les contradictions internes du capitalisme s'exacerbent au point que, à chaque moment, le marché mondial risque de se disloquer. Pour les bourgeois du monde entier et ses hommes politiques, il n'est qu'une voie pour tenter de conjurer les périls, celle indiquée par Le Monde du 20 février, « réduire le pouvoir d'achat ». Les résultats des élections en France sont attendus avec une anxiété évidente dans tous les cercles gouvernementaux du monde entier. D'ores et déjà, il est possible d'indiquer que le 4 mars la puissance poussée à gauche démontrera que les masses laborieuses de ce pays n'ont pas l'intention de payer les frais de la survie du système du capitalisme décadent. Les travailleurs présenteront leurs revendications.

« Pour tous les boursiers du monde, un seul mot d'ordre, un unique conseil : prudence !... » Le journal Les Echos du 16 février donnait l'état d'esprit des responsables de la classe bourgeoise, quelques jours seulement après la dévaluation du dollar, saluée pourtant comme un exemple de réalisme. Ce qui en fait est bien réel, c'est l'extrême situation de crise qui apparaît au niveau des relations monétaires internationales et dans laquelle chaque bourgeois tente de sauver son épingle du jeu.

Ainsi, la nouvelle dévaluation du dollar ne venait-elle pas de fixer le prix de l'once d'or à 42 dollars que déjà, sur le marché libre de Londres et de Zurich, ce prix s'élevait jusqu'à 95 dollars. La dévalorisation de la devise US dépassait les 100% ! Et personne cette fois ne rendait responsable les Emirs du Golfe Persique des achats d'or. C'est l'or réserve de valeur, qui est demandé dans une période de constante instabilité. Mais que signifie cette fièvre du métal jaune ? Une prochaine et nouvelle dévaluation du dollar ? Un rehaussement du prix de l'or c'est-à-dire en fait une dévaluation générale des monnaies par rapport à l'or ? Quelle que soit l'opération envisagée, elle n'exprimera que la faible marge de manœuvre que les conditions politiques, la lutte des classes laissent au capital sans rien régler pour autant.

Jacques Rueff, économiste bourgeois, qui supervise la dévaluation du franc et le plan de stabilisation de 1959, déclarait en spécialistes à l'AFP :

« Les mouvements du prix de l'or enregistrés jeudi et mercredi sont insolites. A qui les considère de l'extérieur, ils apparaissent plus comme l'anticipation de quelque projet américain d'ajustement monétaire que comme des fluctuations normales du marché (...) La certitude,

c'est que la dévaluation du dollar accomplie le 13 février 1973 n'a rien réglé, a-t-il ajouté. Elle améliorera peut-être temporairement le balance commerciale des Etats-Unis, mais elle laissera subsister la masse mouvante de 80 ou 90 milliards de balance dollars et euro-dollars prête à se précipiter sur toute monnaie passible de dévaluation. »

Et, peut-on ajouter, ne rendra que plus difficile la situation des capitalistes européens et japonais. Le Monde, dans son éditorial du 20 février, ne dissimulait pas cependant ce qui demeure pour eux la seule solution : en commentant les récentes mesures fiscales allemandes : taxes de 8 centimes sur le litre d'essence.

« Mais les majorations fiscales qu'à la veille des élections le gouvernement français était, pour sa part, bien incapable de décider, constituent un pas dans la bonne direction. Les libéraux allemands voulaient aller plus loin, eux qui proposaient une surtaxe de 10 % sur tous les revenus. Celle qui a été retenue ne trahira que les plus élevés, ainsi que les bénéfices des sociétés, mesure qui est peut-être justifiée mais ne répond qu'à son objet : réduire le pouvoir d'achat. » C'est ce qu'il faut comprendre lorsque les gouvernements anglais, belge, allemand... parlent de lutte contre l'inflation.

L'inflation exprime au niveau monétaire le fonctionnement parasitaire du système capitaliste qui conduit à la création de liquidités au-delà des possibilités d'absorption du marché. Il n'est donc pas de solutions purement économiques à l'inflation, à la dégradation des monnaies. Les seules solutions économiques sont celles qui visent à la réduction du pouvoir d'achat, à la dévaluation du capital, à la réduction du pouvoir d'achat. C'est la seule solution politique, qui doit être en place.

CEDOC

# abonnez-vous

« INFORMATIONS OUVRIERES »

ABONNEMENTS

Correspondance  
Rédaction - Administration  
88 bis, avenue Parmentier  
PARIS-11<sup>e</sup>  
C.C.P. 21.831-73 Paris

1 an (48 n°) .....	50 F
Etranger (1 an) .....	60 F
6 mois (24 n°) .....	25 F

Versements au C.C.P. I. O. 21.831-73 - Paris



# Le CERES défend le banquier Filippi

## G. Sarre : quel socialisme ?

M. Georges Sarre est candidat du Parti socialiste dans la première circonscription de la Haute-Vienne. Il est aussi animateur du CERES et membre éminent de la CFDT dont le dirigeant national a défini la très particulière philosophie « revendicative » : il faut des revendications qui ne coûtent pas cher, voilà l'avantage de l'autogestion.

Le jeudi 22 février, dans une réunion électorale, questionné sur la laïcité, M. Sarre s'était dérobé, se contentant de dire que la question ne devrait pas se poser compte tenu des traditions du Parti socialiste en matière de laïcité.

Les traditions du Parti socialiste sont une chose. Les positions de M. Sarre en sont une autre.

Le lendemain, vendredi 23 février, dans une autre réunion, il a été plus explicite. Un militant de l'OCI lui ayant précisément demandé quelle était sa position sur l'entrée éventuelle de personnels ecclésiastiques dans l'École publique, Georges Sarre devait déclarer :

« La parole est maintenant à l'Eglise. Si les prêtres sont considérés par elle comme des prêtres vingt-quatre heures sur vingt-quatre, en aucun cas. Mais si elle envisage de les libérer, c'est différent. Après tout, il y a bien des instituteurs socialistes et communistes. »

Les instituteurs socialistes et communistes — et les autres — appré-

cleront. En transférant la question sur le plan des opinions politiques, Georges Sarre escamote le véritable problème. Certes, l'Eglise est aussi un parti politique (dont la CFDT et le CERES sont des expressions), un parti fondamentalement réactionnaire. Mais chacun sait aussi que c'est l'une des colonnies séculaires des tenants de l'obscurantisme et de l'intolérance (« La tolérance, il y a des maisons pour cela », disait l'illustre poète catholique Paul Claudel) que d'expliquer que le respect de la laïcité, c'est l'intolérance. Mais il n'a jamais été question d'interdire à qui que ce soit d'enseigner du fait de ses convictions religieuses.

La religion est une affaire privée. La séparation de l'Eglise et de l'Etat, telle qu'elle s'exprime sur le terrain de l'École, c'est l'incompatibilité entre l'appartenance à une hiérarchie confessionnelle qui ne relève que de ses propres décisions et la fonction publique d'enseignement. La séparation de l'Eglise et de l'École constitue un acquis démocratique qui trouve ses racines dans l'expérience des luttes démocratiques et ouvrières.

La fidélité à la tradition socialiste telle qu'elle s'est exprimée dans la Commune de Paris, telle que la défendait Jean Jaurès, passe par le refus intransigeant de toute concession sur cette question de principe.

C'est avec cette tradition que le « cercariste » Georges Sarre rompt ouvertement.

## Meeting à Limoges

Vendredi 23 février, l'OCI et l'AJA ont tenu à la Maison du Peuple de Limoges une importante réunion publique et contradictoire, au cours de laquelle les orateurs ont exposé la politique que défendait l'OCI et l'AJA et les raisons de la présentation d'un candidat dans la première circonscription de la Haute-Vienne (Limoges-Eymoutiers).

Cette circonscription évoque tout un passé de luttes ouvrières (c'est à Limoges en 1895 que fut fondée la CGT) matérialisé aujourd'hui dans la force, l'implantation des organisations ouvrières. En 1968, sur les trois circonscriptions de la Haute-Vienne, c'est dans deux d'entre elles des représentants de partis ouvriers qui furent élus.

Limoges, c'est aussi un présent marqué par le bilan du régime failli de Pompidou. C'est l'usine Lagrand dont Mitterrand et Georges Sarre, le candidat du parti socialiste, ont déclaré qu'il ne fallait pas songer à la nationaliser car elle était « concurrentielle ». Concurrentielle, elle l'est, certes, puisque la moyenne des salaires qui y est payée se situe à l'avant-dernier rang de la moyenne des salaires payés, en Haute-Vienne, qui eux-mêmes se situent parmi les plus bas de France !

Si le projet « autogestionnaire » de M. Edmond Maire, dirigeant de la CFDT est réalisé, les travailleurs de chez Lagrand (puisque l'entreprise restera propriété de ses maîtres actuels) pourront « participer » à la gestion de leur sur-exploitation — puisqu'il faut éviter les « revendications économiques à coût élevé ».



Le meeting de l'OCI du 23 février à Limoges : de gauche à droite : A Hébert, P. Lambert, P. Levasseur et B. Legleu.

La Haute-Vienne, c'est aussi la situation désastreuse des zones rurales où 1 100 petites exploitations disparaissent par an... Si les circuits de distribution restent aux mains des monopoles, aucune amélioration ne peut être apportée à la condition de la paysannerie travailleuse et ce ne sont pas les élucubrations rétrogrades sur la « régionalisation » qui freineront l'asphyxie du département...

Si parmi les vingt candidatures que l'OCI défend comme affirmation nationale de sa politique, il y en a une à Limoges — celle du camarade Pierre Levasseur, membre du Comité Central de l'OCI, militant ouvrier des PTT, dont le suppléant est le camarade Bernard Legleu, enseignant à Limoges — c'est, entre autres raisons, qu'il s'y pose un problème d'importance nationale pour le mouvement ouvrier.

Dans la première circonscription de la Haute-Vienne, le candidat du parti socialiste est Georges Sarre, membre éminent de la CFDT et animateur du CERES. Il a, à son actif, la tentative de destruction d'une organisation syndicale ouvrière (la Fédération FO des PTT) au compte du cléricisme, au compte de la CFDT. Il a pourtant la prétention de se présenter comme l'artisan d'un « renouveau » du parti socialiste, alors qu'il est un fossoyeur de ce parti comme parti ouvrier. Eclairer sa véritable physiologie politique constitue une tâche nécessaire de la campagne nationale menée par l'OCI et l'AJA.

L'OCI, dans le cours de la préparation de sa réunion publique, a invité Hélène Constans, candidate du PCF et Georges Sarre à venir exposer contradictoirement leurs positions. L'OCI se déclarait prête à les rencontrer afin de déterminer les conditions de leur participation et le temps de parole dont ils désiraient disposer. Hélène Constans est restée silencieuse et Georges Sarre a refusé, par lettre, le débat qui lui était proposé. Le débat a néanmoins eu lieu, dans le cadre de la démocratie ouvrière.

Cent soixante-dix travailleurs et jeunes ont assisté à la réunion qui présidait Pierre Levasseur. Après que Bernard Legleu ait prononcé un discours introductif, la parole fut donnée au camarade Alexandre Hébert qui intervenait à titre personnel.

Hébert, à partir des textes officiels du CERES, se livra à une analyse serrée de

la réalité qui se cache derrière les formules « d'autogestion », de « pouvoir dans les entreprises » et du prétendu « contrôle ouvrier » mis en avant par les idéologues du CERES. C'est en fait la « communauté de travail », du corporatisme et de la liquidation des organisations syndicales, la « forme la plus dangereuse de la collaboration des classes », comme le disait Jean Jaurès, répondant à l'ancêtre du CERES, Lagardelle qui devait finir ministre du travail de Pétain.

Puis, au nom du Bureau Politique de l'OCI, le camarade Pierre Lambert exposa les positions de l'OCI, le sens du combat pour le front unique ouvrier, du combat pour la rupture avec la bourgeoisie, du gouvernement PS-PCF sans ministres représentant la bourgeoisie. Il devait revenir sur la politique commune de la CFDT et du CERES — qu'il ne saurait être question d'assimiler au parti socialiste dans son ensemble —, montrant en particulier son hostilité au principe de la séparation de l'Eglise et de l'École, démontrant la démagogie d'un Maire qui, après avoir approuvé la revendication commune des trois syndicats CGT, CGT-FO et CFDT de Renault, les 1 500 F mensuels pour tous, la dénonce aujourd'hui comme « trotskyste » — ce qui est nous rendre un bel hommage — pour lui opposer l'autogestion dans le cadre de la société capitaliste qui ne coûtera rien aux patrons !

Ensuite, une large discussion s'engagea. Plusieurs militants du CERES devaient intervenir au nom du parti socialiste.

## Le CERES-CFDT contre les revendications

Dans cette même réunion, Georges Sarre devait également répondre à plusieurs questions qui illustrent assez bien les conceptions de ce prétendu « socialisme moderne ».

Georges Sarre avait disserté sur le « projet de l'autogestion » dont la réalisation, bien entendu, n'est pas pour « demain ». En attendant, il faudra se contenter de « la démocratie dans l'entreprise ». C'est là la question essentielle.

Un militant syndicaliste lui avait alors demandé quelle serait, à son avis, l'attitude d'un gouvernement d'Union de la gauche quant à la satisfaction des revendications contenues dans les plates-formes communes, adoptées dans l'unité par l'ensemble des organisations syndicales dans différents secteurs.

Georges Sarre répondit qu'il serait impossible au gouvernement de l'Union de la gauche de satisfaire tout le monde et donc de répondre favorablement à certaines revendications « fussent-elles contenues dans des plates-formes communes ».

La discussion se poursuivit, le militant syndicaliste remarquant que s'il n'était pas opposé au développement de la démocratie dans l'entreprise (et ailleurs aussi), le problème n° 1 pour les travailleurs, c'était la satisfaction de leurs revendications, que d'aucuns nomment « quantitatives », tout bonnement — devait expliquer ce militant —, ce que nous appelons « la croûte » et qu'il faut bien disputer au patronat.

Sarre, tout en affirmant que « revendications » et « auto-gestion » ne s'opposent pas pour lui, devait pourtant dire que ce qui lui paraissait le plus important aujourd'hui, c'était la « démocratie dans l'entreprise ».

Le même militant syndicaliste a alors demandé à Sarre s'il pouvait dire pour-

quoi il avait abandonné son organisation syndicale pour en rejoindre une autre. Georges Sarre répondit qu'il avait quitté « Force Ouvrière » et rejoint la CFDT parce que cette centrale était attachée au même projet « auto-gestionnaire » que lui et que « l'on ne pouvait demeurer minoritaire toute sa vie ». Ce qui promet, soit dit en passant, bien des évolutions nouvelles de M. Sarre : s'il est en effet parvenu à rester minoritaire, il n'est pas toujours facile de toujours être majoritaire.

Un autre participant à cette réunion demanda alors à Georges Sarre — qui se proclamait militant de la CFDT et partisan de l'autogestion — ce qu'il pensait des déclarations d'Edmond Maire, dirigeant national de la CFDT dénonçant les revendications « à coût économique élevé » et y opposant « le pouvoir dans l'entreprise ». Il remarqua que Maire dénonçait comme démagogique la revendication de 1 500 F pour tous, cette revendication étant pourtant celle qu'avaient mise en avant les syndicats CGT, FO et CFDT de Renault.

Georges Sarre commença à se fâcher, en assurant qu'il n'était pas le candidat de la CFDT mais celui du PS, qu'il n'avait donc pas à se prononcer sur les déclarations d'Edmond Maire. Puis, il finit par dire :

« De toute façon, le Programme commun prévoit le salaire mensuel à 1 000 F, pas à 1 500 F. Certes, il y a eu des hausses, il faudra sans doute réajuster, 1 100, 1 200 peut-être. Mais 1 300, non... ».

Comme on voit, M. Sarre a parfois le souci du « quantitatif ». Dès qu'il s'agit de s'opposer aux revendications.

On comprend les raisons qui l'ont poussé à refuser le débat que lui offrait l'OCI, ce même soir à la Maison du Peuple de Limoges.

Tous les militants doivent lire

## La Vérité

ORGANE DU COMITÉ CENTRAL DE L'OCI.

Au sommaire du dernier numéro (n° 559, prix : 6 F)

Stéphane JUST : Au carrefour des élections législatives.

François FORGUE : La bourgeoisie et ses partis.

Etienne LAURENT : Unité populaire au Chili.

Abonnements (ATTENTION ! « La Vérité » a changé d'adresse.

Faire toutes demandes au 88 bis, avenue Parmentier, 75011 PARIS).

France : 1 an (5 numéros) : 25 F — 2 ans (10 numéros) : 45 F — 2 ans (soutien : 100 F) — Perpétuel : 250 F.

Etranger : Pli non clos, 1 an : 35 F.

C.C.P. Gérard BLOCH PARIS 606-23



# L'autogestion, arme de guerre contre le socialisme et les revendications

Nous publions dans cette page des extraits d'un article intitulé « La Sainte Famille autogestionnaire » qui paraîtra prochainement, avec d'autres documents, dans une brochure consacrée à l'autogestion. Les extraits ci-dessous montrent comment, du gouvernement Messmer à la Ligue Communiste, en passant par la CFDT et le CERES, les discours sur l'autogestion masquent bien mal la machine de guerre que la bourgeoisie n'a pas renoncé à utiliser pour tenter de briser la lutte de classe du prolétariat.

Au risque d'être, une fois de plus, taxés d'anti-cléricaux vulgaires, nous pensons nécessaire d'apprendre à nos lecteurs que les autogestionnaires appartiennent à une grande famille et que cette dernière est largement dominée par des représentants organisés de l'Église.

Le camarade Stéphane Just, à la tribune du meeting de l'OCI du 19 janvier 1973 à la Mutualité, a déjà dit que la Ligue dite communiste, en choisissant de participer au colloque des 20 et 21 janvier sur l'autogestion, s'associait avec des interlocuteurs non seulement bourgeois mais cléricaux dans le sens politique et organisationnel du mot.

Qu'on en juge. Le colloque était organisé par cinq revues :

« Objectif socialiste », dont l'animateur est Robert Buron, ancien MRP, ancien ministre de De Gaulle ;

« Autogestion et socialisme », revue électorale qui rassemble des éléments du PSU, des anciens intellectuels du PCF, des « marxistes individuels » et Michel Raptis, dit Pablo, bien connu de la plupart de nos lecteurs ;

« Économie et Humanisme », revue des Dominicains ;

« Politique aujourd'hui », revue théorique liée à « Politique-hebdo » et qui rassemble, elle aussi, sans discrimination, des anciens intellectuels du PCF, des membres du PSU, du CERES et des Dominicains ;

« Critique socialiste », revue théorique du PSU.

On ne discute pas de n'importe quoi avec n'importe qui.

Entre organisations ouvrières, il peut y avoir des discussions indispensables sur des orientations ou des stratégies. À l'égard des ennemis de la classe ouvrière, déclarés de longue date, il ne peut y avoir que combat et dénonciation.

On peut donc déjà accuser la Ligue de fréquenter et de cautionner le dialogue avec des ennemis déclarés de la classe ouvrière. Mais pour que les choses soient encore plus évidentes, la Ligue elle-même consacre l'existence de la famille et y revendique sa place.

Dans Rouge du 27 janvier 1973, on peut lire, dans le bilan du colloque en question : « De l'ensemble des débats, une constatation s'impose : il existe bel et bien un courant autogestionnaire. Cette existence est compréhensible et positive : elle témoigne à la fois d'une prise de conscience de l'actualité du socialisme et d'un rejet de ses caricatures stalinienne. »

Quand nous disons qu'il s'agit d'une grande famille, on voit qu'il n'y a rien d'exagéré. Par-dessus les divisions de la société en classes qui se combattent à mort, tant en France que dans le reste du monde, il y a le courant autogestionnaire qui peut rassembler tout le monde dans des colloques. Et la preuve, pour la Ligue, que tous ces bourgeois et cléricaux organisés sont de bonne volonté, c'est qu'ils parlent du socialisme.

## Une arme de guerre

La lutte de classe n'a rien à voir là-dedans puisque les bourgeois et cléricaux « prennent conscience de l'actualité du socialisme ».

De la part de la Ligue, devons-nous parler dans ce cas de naïveté ou de trahison ? Peut-être des deux à la fois. Car enfin, pendant que les bavardages vont bon train pour amuser les gogos sur l'autogestion, pendant que la Ligue critique les conceptions autogestionnaires des autres participants au colloque, ces derniers agissent. Et ils agissent pour les intérêts de leur classe, contre la classe ouvrière.

Nous allons voir concrètement comment les membres de la famille sans rivage à droite s'occupent

sérieusement, derrière la fumée de l'autogestion qu'ils entretiennent, de mettre en place des dispositifs destinés à ligoter les travailleurs, à les faire participer à leur propre exploitation. Jacques Delors, Bloch-Laine, Edgar Faure ont bien des idées sur ces questions et ne se contentent pas d'en parler. Ils appliquent.

Pour appliquer, ils ont besoin d'une couverture, d'une caution « idéologique », et c'est ainsi que se retrouvent bien soudés tous les maillons de la chaîne familiale autogestionnaire (...).

Les théories autogestionnaires fleurissent, plus fumeuses les unes que les autres. Leur raison d'être est de justifier une pratique allant dans le sens désiré par le patronat. Nous pouvons affirmer d'emblée que chacun à sa manière, sous l'égide de l'autogestion, se trouve lié à ces « techniques » anti-ouvrières mises en place par la bourgeoisie.

Bien sûr, il en est ainsi de la CFDT qui déclare :

« La DPO (direction participative par objectifs) conduit à la décentralisation des responsabilités et à des objectifs individualisés. Depuis 1968, nous avons mis en valeur les revendications qualitatives dans la méfiance ou l'ironie générale. Le bien-fondé d'une analyse qui a été notoirement celle de la CFDT est ainsi reconnu. Nous n'avons pas à nous en plaindre, même si l'on n'admet pas les conséquences qui en sont tirées par un patronat d'avant-garde. » (Cadres et profession, janvier 1971.)

L'aile gauche du courant autogestionnaire, c'est la Ligue communiste, l'aile droite, c'est le patronat « d'avant-garde ». Voilà qui est clair (...).

(L'article cite ensuite une série de déclarations de patrons et directeurs d'entreprise sur les mérites attribués par ces derniers aux « formules pratiques de participation », à savoir, en plus de la DPO, la DPOO (direction participative par objectifs), « l'enrichissement des tâches, l'élargissement des tâches, horaires flexibles, management avancé... »).

## Un dialogue édifiant

Un dialogue entre Edgar Faure et Edmond Maire s'est établi dans un journal digne de « fol ». Il s'agit des pages 9, 10 et 11 de La Croix du 31 janvier 1973. Pour commencer, une photo des deux compères et la légende suivante : « Ils se connaissent peu, mais s'estiment beaucoup. Edmond Maire, le syndicaliste, et Edgar Faure, le ministre, deux mondes et deux horizons différents. Au fil de la conversation ils se séparent souvent mais se rapprochent parfois et reviennent toujours, finalement, à leurs positions de départ. »

Voici quelques extraits de ce dialogue :

Maire : « Même dans le programme commun où des objectifs globaux sont relativement bien définis, les modifications concrètes dans la manière de décider dans les entreprises, d'organiser le travail, de concevoir la hiérarchie sont considérées comme des questions essentielles. »

Edgar Faure : Je suis très intéressé par ce que vient de dire M. Edmond Maire et d'accord avec lui sur de nombreux points... Il y a un point encore où je suis d'accord avec M. Maire : il n'y a pas suffisamment de circuits établis entre les différentes forces du pays... »

Sous le titre évocateur « une approche analogue à l'autogestion », la discussion se poursuit.

Edmond Maire : « La CFDT est tout à fait opposée à l'étatisation des entreprises... »

Edgar Faure : Je vous fais confiance là-dessus.

Edmond Maire : ... et donc à des formes de nationalisations qui feraient courir le risque de tomber dans l'étatisation. Le type de « gestion démocratique » proposé dans le programme commun doit être modifié pour en écarter ce risque.

Edgar Faure : Je vous approuve sur ce point. »

Plus loin, il est question de « créer des sociétés de type participatif ».

Edgar Faure : « Mon projet permet de faire toutes les expériences. Et il y en aura bien l'une ou l'autre qui réussira. Nos finalités ne sont pas éloignées, sauf que, moi, je n'élimine pas le capitalisme. »

Edmond Maire : Il pourrait être obligatoire (1) plutôt qu'optionnaire.

Edgar Faure : Faites une expérience de société participative : je suis persuadé que cela ira dans votre sens. Aidez-moi quand même : je vais me trouver bloqué des deux côtés. »

Nous savons que le gouvernement Chaban-Delmas a institué une fondation pour la participation et l'amélioration des conditions de travail, inscrite au budget 1973. La collaboration Edmond Maire-Edgar Faure prend ainsi sa vraie couleur, celle du partage des tâches. Edmond Maire, avec des restrictions indispensables à son rôle, s'approprie, le moment venu, à cautionner l'opération de destruction des organisations syndicales dans des sociétés de type participatif. Celles-ci n'auront pour fonction que de lier les travailleurs à l'intérêt de l'entreprise, intérêt du capital élevé contre l'intérêt des travailleurs dans leur ensemble (...).

## La CFDT confirme ses positions

Il suffit de citer l'intervention qu'elle a faite lors d'une table ronde organisée par les syndicats yougoslaves. Nous lisons ce passage illustratif :

« Sur ce point, il faut être clair : il ne peut y avoir de véritable participation dans un régime capitaliste. Cette affirmation étant faite, elle ne dispense pas les syndicalistes de travailler à promouvoir des réformes pour développer le pouvoir syndical et l'intervention même de ce pouvoir dans le champ des activités économiques et sociales de l'entreprise, de la région et de la politique d'ensemble » (Autogestion et socialisme, n° 16-17).

Voilà justifié d'un coup l'autogestion, les CODER, le Sénat corporatif et social !

## Le CERES, « l'optimisme et la timidité »

Deux citations extraites des Cahiers du CERES (numéro sur l'autogestion de janvier 1972) sont bien dans la veine de « l'utopie mobilisatrice ». Le titre du chapitre est : « L'autogestion entre Marx et Marcuse. »

« L'autogestion est actuelle enfin parce qu'il existe un bon usage, un usage nécessaire de l'utopie, comprise comme une projection théorique des conflits de société. »

Ce numéro des Cahiers du CERES contient en annexe des textes choisis, de la CFDT, du PSU, du PCF et de la Ligue communiste sur l'autogestion. Nous sommes en plein débat des « idées », des « concepts ». C'est peut-être pour cela que le CERES est, pour la Ligue communiste, la « tendance de gauche du PS ».

Encore et toujours il nous faut dévoiler le double langage. Sous le titre « La gestion démocratique », nous lisons page 28 : « Il ne peut y avoir de démocratie dans l'entreprise capitaliste (souligné par eux), c'est-à-dire que, pendant la période de transition du socialisme, la gestion démocratique ne peut se développer que dans les entreprises soustraites à la propriété du capital et que sa progression est liée à celle de la planification » (mais tout cela n'est pas le socialisme !). « Le contrôle ouvrier donne prise aux tra-

(1) Obligatoire : possesseur d'actions sans droit de décision.

vailleurs sur la gestion de l'entreprise (...) mais il ne transfère pas la gestion de l'entreprise aux travailleurs. Ce transfert implique, non seulement la socialisation juridique de l'entreprise, mais le développement de la formation et de l'information des travailleurs. »

« Il nous semble qu'il faut se méfier également, à cet égard, de l'optimisme et de la timidité. L'élection du conseil d'administration de l'entreprise — ou de la majorité de ses membres —, la ratification par les travailleurs des nominations aux emplois de direction proposés par le conseil d'administration, ou même l'élection directe des directeurs par les travailleurs sont des mesures qui peuvent parfaitement être envisagées actuellement dans un certain nombre d'entreprises françaises. »

Voilà, avec évidence, selon les termes mêmes du CERES, ce que recouvre « l'utopie » : l'élection de la direction de l'usine, c'est-à-dire choisir à quelle sauce l'ouvrier sera mangé ! Suffirait-il donc que les patrons soient « bien choisis » pour que le capitalisme ne soit plus le capitalisme ? Il s'agit bien de créer cette « communauté » au sein de l'entreprise, chère à la bourgeoisie.

La Ligue communiste n'a pas laissé passer cela. Dans sa brochure, « Autogestion et dictature du prolétariat », elle écrit : « On voit quelles sont les racines sociales de belles préoccupations, qui vient à confier la gestion des entreprises aux techniciens et aux cadres (les nouvelles couches). La gestion serait une chose trop sérieuse pour qu'on la confie aux ouvriers ! »

Encore une fois, la « libre discussion » aboutit à ce que la Ligue communiste se place entièrement dans la perspective du CERES, en faisant de la surenchère.

Car enfin, confier la gestion d'une entreprise aux ouvriers, cela s'appelle une coopérative ouvrière. Les récents événements au Courrier Picard illustrent à souhait ce que peut signifier une coopérative ouvrière dans le marché capitaliste. Les linotypistes et typographes ayant avancé leurs revendications, les journalistes se mettent en grève contre les revendications de leurs camarades. Le Monde du 19 janvier indique qu'un nouveau rapport « homme-page » sera « révisé contradictoirement » avec arbitrage de la fédération nationale des coopératives ouvrières de production, la refonte des salaires ne pouvant en aucun cas augmenter la masse salariale. Telle est la conséquence de la division ouvrière.

La Ligue communiste, quant à elle, participe aux pièges anti-ouvriers que dressent les corporatistes du CERES, tout frais émoulus de l'École nationale d'Administration.

Pour conclure, citons J.-F. Chevènement, dirigeant du CERES (Le Monde du 5 janvier 1972) : « Nous connaissons les limites de la démocratisation de l'entreprise en régime capitaliste, même si l'organisation nouvelle du travail, d'esprit autogestionnaire qui se met en place en Italie, chez Fiat, ou en Norvège, suscite dans nos rangs beaucoup d'intérêt (...). Disons seulement pour éclairer comme il convient ces propos, que l'accord Fiat conclu le 19 juin 1971 est qualifié ainsi par le chef de la dédication patronale : « C'est un accord qui, nonobstant les charges, nous laisse satisfait, parce qu'il n'attaque en aucune manière les éléments d'efficacité de l'entreprise que nous avons toujours défendus et qu'il aurait été une erreur de remettre en cause. »

De son côté, l'hebdomadaire Liaisons sociales écrit : « L'accord Fiat, comme tout autre accord, n'est pas un acte gratuit ; c'est la définition d'un nouvel équilibre des relations de travail dont chacun attend des avantages. Sa signature, en juin dernier, a permis de stopper une vague de conflits sociaux qui menaçaient de déboucher sur une grève générale de la métallurgie. Actuellement, de nouveaux signes d'agitation apparaissent dans la région turtinoise : les militants de la direction de Fiat d'Évry ont obtenu l'accord de son contenu. » CEDOC



# Bilan de l'intervention politique de Nouveaux liens avec les travailleurs et les jeunes



Eugène Dugas,  
candidat de l'OCI.

## Une réunion de la Ligue à Nantes

D'abord une constatation. La presse annonce 80 à 100 participants. La réalité est plus simple : il y avait 50 personnes représentant toutes les variétés de gauchisme, et une délégation de l'OCI-AJS de 15 militants.

Aux questions posées par les camarades Cardinal et Rocton (« comment concilier la fidélité au programme de transition et la soutien à l'Union de la gauche ? », « quelle différence entre Comité de grève et Comité d'action ? »), Fichaux, après avoir donné dix minutes aux camarades pour intervenir, répondait :

« Il n'y a pas de réponse aux questions de l'OCI car elle nous caractérise comme crypto-stalinienne, ce qui est une appréciation politique et qui peut se discuter, mais propulsée par la bourgeoisie, c'est de la calomnie. »

Nous avons, avant de quitter la réunion, demandé la justification qu'il y aurait à être en même temps « trotskyste » et « crypto-stalinien ». « Crypto-stalinien », pour la Ligue, n'est pas une injure. Il est vrai que Staline a assassiné tous les combattants de la révolution d'Octobre, les militants du Parti de Lénine et Trotsky. Staline a assassiné Trotsky. Mais pour la Ligue, cela c'est du passé. Comme le sont les condamnations de Trotsky du Front Populaire - Union de la gauche. Nous avons proposé une réunion publique au candidat de la Ligue dans la 2<sup>e</sup> circonscription pour débattre de cette signification politique fondamentale.

Mais il suffit de comparer les articles suivants pour comprendre.

« A l'échelon national comme local, un accord avait été ébauché entre les trois courants : l'OCI, Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste. L'OCI a voulu ensuite voler de ses propres ailes. Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste n'en ont pas moins tenu compte de ses positions pour présenter leurs candidats, du moins en pays nantais, là où l'OCI n'était pas en lice. »

C'est ainsi qu'un candidat de l'OCI présentait dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Nantes, M. E. Dugas, ajusteur, Lutte Ouvrière présente-t-elle un candidat dans la 3<sup>e</sup> (Nantes-Sud-Rézé) et un autre dans la 6<sup>e</sup> (Saint-Nazaire) cependant que la Ligue Communiste engage un de ses militants dans la première (Nantes-Centre et Est).

[...] Relevant que la classe ouvrière n'a que onze représentants au Parlement actuel, les militants nantais déclarent que : « Notre premier souci est d'empêcher l'UDR et ses alliés d'être élus. C'est pour cela qu'au 2<sup>e</sup> tour, nous ne ferons pas obstacle à un candidat du PCF ou du PS. » (Ouest-France, du 30 janvier 1973).

Ceci se passait le 30 janvier ! Il était expressément indiqué que la Ligue-Lutte Ouvrière ne présenterait pas de candidat contre E. Dugas. Krivine est venu le 9 février ! En dernière minute, sans doute au nom de l'unité des révolutionnaires, mais plus précisément de l'Union de la gauche, la presse du 10 février nous apprend : candidatures contre E. Dugas :

« François Deron, professeur, 35, allée des Soupirs à Luçon,

« Jean-Marc Herrling, employé, 119, cité Jean-Yole à la Roche-sur-Yon (Ligue Communiste). »

P.S. — Il est vrai que Luçon et la Roche-sur-Yon sont en Vendée !

## 200 à Nantes le 9 février objectif : 300 le 2 mars

L'OCI et l'AJS ont tenu un meeting à Nantes le 9 février. 200 personnes y ont participé. 1 500,00 F ont été collectés pour financer l'intervention politique dans la campagne électorale des combattants de la révolution prolétarienne.

Sous la présidence du camarade Yvon Rocton, ouvrier à Sud-Aviation, le camarade Eugène Dugas, candidat de l'OCI dans la 2<sup>e</sup> circonscription, donna lecture de sa profession de foi. Nous en publions les extraits suivants :

« Vous voterez contre les candidats de la majorité : Dassie, candidat de l'URP, et Ollieric, candidat des Indépendants.

Pourquoi ? Parce qu'ils ont approuvé :  
— les Ordonnances de 1967 mettant en place les réformes réactionnaires de la Sécurité sociale et hospitalière,

— la loi « anti-casseurs » dont l'objectif est la remise en cause des libertés démocratiques, individuelles et publiques,

— la loi « Chalandon » qui supprime la location coopérative,  
— les lois Barangé et Debré, la réforme Faure-Gulchard de l'enseignement, les décrets sur la formation professionnelle dont les objectifs sont de « privatiser » l'enseignement public.

(...) Citoyennes, citoyens, camarades,

Contre la bourgeoisie de droite ou de gauche, unité ouvrière le 4 mars. Pour que cette unité devienne réalité, vous voterez Eugène Dugas, candidat, André Grelaud, suppléant. Partout ailleurs, vous voterez PCF et PS. Les 4 et 11 mars, vous voterez classe contre classe. »

Le camarade François de Massot, au nom du Bureau politique de l'OCI, devait expliquer : « Dans cette campagne des législatives, l'OCI, comme dans la grève générale de 1969, lutte pour le front unique ouvrier, pour le gouvernement ouvrier. Cela signifie, pendant la grève générale de mai-juin 1969, lutter pour le Comité central national des comités de grève. Aujourd'hui, il s'agit de combattre pour le gouvernement PCF-PS sans représentants des partis de la bourgeoisie, de l'UDR aux Radicaux de gauche. Ce combat est inséparable de celui pour la construction du parti révolutionnaire. »

Le meeting se clôturait au chant de l'Internationale. Il a été un nouveau point de départ de la campagne pour les groupes politiques, pour les réunions de quartiers, la préparation des appels, la vente de l'O et de J.R. dans les HLM. Un nouveau meeting de l'OCI, soutenu par l'AJS, doit être à nouveau organisé pour le 2 mars avec l'objectif de 300 participants. En combattant pour aller chercher les voix d'Eugène Dugas, les militants se fixent pour objectif de collecter 3 000,00 F d'ici le 4 mars, pour l'OCI, pour la construction du parti révolutionnaire, pour la révolution socialiste.

## Les amicales laïques écrivent à E. Dugas

Elles demandent :  
« que la prochaine législature mette la dernière main à des dispositions réglementaires permettant de donner à la loi votée par le Parlement l'année dernière une pleine et totale efficacité,

Revendiquent  
— le non-reversement de l'allocation ex-Barangé pour les établissements à contrat simple,  
— le paiement intégral par l'Etat de la formation de ses maîtres,

— l'alignement intégral pour les bourses et les transports sur le régime public,  
— le maintien de l'enseignement agricole sous la responsabilité du ministère de l'Agriculture et non de l'Education Nationale, etc. »

LES FAITS  
674 enseignants exercent dans l'enseignement catholique.

En Loire-Atlantique, au titre de la seule allocation Barangé, l'enseignement catholique touche 177 286,00 F.

## Réponse

Eugène DUGAS répond à la lettre de la Fédération des Amicales laïques de Loire-Atlantique.

« Monsieur,  
« Tout d'abord, je tiens à vous préciser que, laïque convaincu, parce que l'école laïque est nécessaire à l'émancipation de la classe ouvrière, je suis pour la nationalisation laïque de l'enseignement par l'expropriation, sans indemnité ni rachat, de l'enseignement privé et confessionnel (...).

« Pas de curés, pas de patrons à l'Ecole », « Séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Ecole et de l'Eglise », tels doivent être, à notre avis, les mots d'ordre de tout laïque conséquent (...).

« Concernant plus particulièrement le domaine de la formation professionnelle, nous tenons à préciser que nous condamnons la signature, par les grandes organisations ouvrières, des accords du 9 juillet 1970 qui privatisent une partie de l'Education Nationale, de même que la loi du 16 juillet 1971 qui en est le prolongement (...). »

## 26 travailleurs de la SNIA appellent à voter E. Dugas

Pour la défense des travailleurs de l'aéronautique, 26 travailleurs de la SNIA appellent, dans la deuxième circonscription, les travailleurs, la population laborieuse à voter le 4 mars : Eugène Dugas, candidat de l'OCI, candidat de l'unité ouvrière, candidat du socialisme. Partout ailleurs, à voter pour les candidats du PCF et du PS.

De même, 17 habitants de Geneston, travailleurs, commerçants, paysans, dans un manifeste, estiment :

« que le camarade Eugène Dugas, candidat de la laïcité, sans compromission, candidat de l'unité ouvrière, candidat du gouvernement ouvrier et paysan, sans représentant des partis de la bourgeoisie (de l'UDR aux radicaux), doit avoir le suffrage des

électeurs démocratiques de la 2<sup>e</sup> circonscription. »

## Appel aux travailleurs de Zola

VOTEZ EUGENE DUGAS  
LE 4 MARS

C'est la seule façon de combattre efficacement les candidats de la majorité Dassie et Ollieric, qui « soustiennent le gouvernement qui rejette dans le lot des sous-emplois les petits artisans et commerçants, les petits paysans, victimes de la concentration capitaliste, qui iront grossir les licenciés de chez Waterman, d'Amieux ou des Batignoilles. »

## Le chômage et la position des organisations

Selon la CODER de Loire-Atlantique, il existe 20 000 demandes d'emploi non satisfaites dans ce département.

Le secrétaire fédéral du PCF déclare au sujet de « Concorde » : « La simultanéité des décisions revêt un caractère politique dicté par un souci de domination de l'industrie aéronautique américaine sur le marché. En effet, actuellement, quatre appareils sur cinq utilisés par les compagnies européennes, sont américains. »

## Le PSU se prononce sur « Concorde »

« Pour le PSU, l'option prise en matière d'aéronautique par « Concorde » est une option de classe. C'est la conception des transports aériens pour chefs d'entreprise voyageant sur notes de frais. Alors que l'avion devrait être un investissement technologique au service des travailleurs. Nous défendons « Concorde » ! Comprenez qui pourra. Le PSU dénonce la conception de Concorde, mais veut le défendre !

## Lutte Ouvrière emboîte le pas au PSU

« Les ouvriers n'ont rien à faire que leurs patrons puissent relier Paris-New York plus rapidement. Le Concorde c'est du gaspillage de forces, de travail et d'argent. Il y aurait bien d'autres choses plus utiles à construire pour la population travailleuse : des transports en commun nombreux, par exemple. »

## La position des travailleurs de la SNIA-Nantes

Une centaine de travailleurs de l'usine ont signé un appel dont nous publions quelques extraits :

« (...) Nous savons qu'en l'état actuel des conséquences d'un ralentissement du plan de charges, une fois de plus, le droit au travail des travailleurs de Nantes est en cause.

Nous, travailleurs soussignés, ne l'accepterons pas !

Par cet appel, nous disons : la riposte doit s'organiser !

Pas un seul licenciement !

Garanties écrites !

Répartition du travail entre toutes les mains par la nationalisation sous contrôle syndical de toute l'aéronautique.

Tel doit être le programme des organisations ouvrières. »

Les ouvriers de la SNIA ne veulent pas être victimes de la concurrence capitaliste. Et pour ne pas l'être, il n'y a qu'une seule issue : la lutte pour un gouvernement ouvrier qui, par l'expropriation des capitalistes, soustraira l'économie à la concurrence capitaliste. Comme premier pas dans ce combat, pas de licenciements à la SNIA. Vote massif contre les candidats du capital.

## UN DOCUMENT INDISPENSABLE POUR TOUS LES MILITANTS

ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALE  
DOCUMENTS DE L'OCI

NT



Programme  
d'action de la  
classe ouvrière

pour le socialisme  
pour le  
gouvernement  
ouvrier  
Général  
SEDOC



# L'OCI dans la campagne électorale

## Nouveaux lecteurs d' "Informations Ouvrières"

LILLE

### Pour le Front Unique Ouvrier : 275 signatures

A la date du 24 février, les militants de la région de Lille totalisaient 275 signatures de militants, de jeunes et de travailleurs collectées à partir de différents appels adressés aux dirigeants du PCF et du PS. Parmi ces signataires : 125 enseignants, dont 42 instituteurs et normaliens, 20 professeurs de CET ; 121 jeunes dont 50 étudiants, 3 jeunes travailleurs membres du PCF, un lycéen de la JC et un lycéen de l'AJIS du même lycée ; 26 travailleurs, dont 2 membres du Parti Socialiste, travailleurs dans les produits chimiques, la Sécurité sociale, les hôpitaux.

### Réunion publique à Chartres

« Pourquoi critiquez-vous autant les organisations de gauche que la droite ? »

« Y a-t-il des pays qui sont aujourd'hui sur la voie du socialisme ? »

Ce sont les premières questions posées par des travailleurs à la suite de l'exposé de Charles Berg.

La discussion s'engage, où chacun défend ses positions :

Un militant du Parti socialiste prend la parole : il pense qu'on ne peut rien faire d'autre aujourd'hui que l'union de tous sur le programme commun.

La discussion se poursuit.

Les militants du Parti socialiste d'Eure-et-Loir n'ont pas accepté que la direction du PS empêche Huvart d'être candidat du Parti socialiste au profit de Philippe Lamirault, radical de gauche.

Des dizaines de télégrammes émanant de différentes régions du Parti socialiste sont parvenus en Eure-et-Loir pour soutenir Huvart contre Lamirault.

Les deux militants du Parti socialiste présents au meeting ne répondent pas.

Des questions sur la gestion des entreprises, sur la nature du Parti socialiste, parti bourgeois disent des sympathisants maoïstes, sont abordées.

23 travailleurs et enseignants de Châteaudun-Bonneval étaient venus à Chartres, 23 travailleurs de la circonscription de Lamirault, manifestant par leur présence le combat qu'ils ont engagé avec l'OCI contre Lamirault, pour le vote classe contre classe.

### Déclaration du P<sup>r</sup> François Châtelet

« Je ne suis pas militant de l'OCI et Jean-Pierre Speller sait bien que j'ai, avec lui et son organisation, des divergences politiques. Cela dit, je suis d'autant plus à l'aise pour vous inviter à voter en masse pour lui le 4 mars. Je considère qu'il est, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, un symbole : en avril 1969, il a été attaqué par une bande de nerfis fascistes se réclamant de la V<sup>e</sup> République ; il y a été grièvement blessé ; ses recours en justice ont été refusés par le pouvoir.

« On nous parle, sans arrêt, à la radio, à la télévision, de la pollution. Je dis, quant à moi, que nous sommes gouvernés par une classe politique complètement pourrie... Le candidat URP Kasperéit en est une des plus remarquables expressions. Il ne fait pas son métier d'élu du peuple, il gère ses affaires et celles de la bourgeoisie. C'est lui, ici, qu'il faut battre politiquement. Il faut le battre parce qu'il représente la bourgeoisie, l'injustice, la désorganisation systématique de la société qui profite aux possédants. Il faut le battre, parce qu'il est l'adversaire le plus résolu du socialisme, seule solution raisonnable. Il faut le battre aussi parce que sa politique, dans l'arrondissement, consiste à en chasser les habitants, à faire du 9<sup>e</sup> une « cité » de plaisir, à multiplier les lieux d'abrutissement, pour les uns, et de profits, pour les autres — les propriétaires.

« Un exemple, entre mille : la situation matérielle de l'école maternelle de la rue Clauzel où va mon fils qui a cinq ans. Malgré les demandes de l'Association des parents d'élèves réclamant que soient respectées les mesures élémentaires de sécurité, rien n'a été fait. Il fallut une manifestation de parents, le 10 février, pour que les autorités compétentes acceptent de se déplacer : celles-ci ont dû reconnaître qu'il fallait débloquer d'importants crédits pour que des enfants soient en sécurité. Contraint, Kasperéit a dû lui-même l'admettre. Je ne lui fais pas confiance pour qu'on passe aux réalisations.

« Votez Speller, parce qu'il symbolise, ici, la revendication des travailleurs pour une juste organisation de la société. J'ajoute, en tant qu'enseignant, que jamais la situation de l'Université n'a été plus lamentable : les crédits sont tels que le pouvoir organise le sous-emploi, afin de permettre aux patrons de se payer des employés à bas prix. Le chômage intellectuel devient une maladie nationale. Etrange situation, quand on a comme président un agrégé de l'Université. Décidément, il n'honore pas la profession. Une refonte complète des structures de l'enseignement est nécessaire : les plans Faure-Guichard ont fait fiasco. Là encore, il n'y a pas de remède. Le changement doit être radical. C'est pourquoi il faut battre Kasperéit et tous les représentants de la bourgeoisie. »

19

### 21 nouveaux lecteurs réguliers de "I.O."

Organiser la force des combattants pour ouvrir la voie au socialisme, regrouper les combattants pour le gouvernement ouvrier, pour le gouvernement du PCF et du PS sans ministres capitalistes.

Entre vendredi 16 et dimanche 18, 84 I.O. sont vendus en « porte-à-porte ». Mardi 20 février, 146 participants à la réunion du préau de l'Ecole, 90, rue Curial.

Nombreux sont les travailleurs de la Sécurité sociale, des groupes politiques constitués, les travailleurs et militants de la cité Curial.

Claude Chisserey développe longuement la politique de l'OCI, le sens de la bataille pour le front unique ouvrier, pour la construction du parti révolutionnaire.

Des questions sont posées : toutes expriment : « Nous cherchons une voie, une orientation, une politique qui répondent à nos aspirations. »

Question : « Après mai-juin 1968, les élections ont maintenu de Gaulle au pouvoir, ne faut-il pas dire aujourd'hui : ce n'est pas par les urnes que l'on pourra aujourd'hui en finir avec Pompidou ? »

Question : « N'est-ce pas diviser que de présenter un candidat qui, de toute manière, se retirera au second tour ? »

Après une première réponse, à nouveau des problèmes sont posés...

Après une discussion épre avec un militant trotskyste, à l'issue du meeting, 50 F sont versés par trois travailleurs qui décident de se réunir régulièrement.



### Renforcer "la petite armée de l'OCI"

Une discussion politique où les mêmes problèmes sont discutés : quel gouvernement, comment y aboutir ? Des fonds sont à nouveau levés pour la campagne de l'OCI, pour la construction du parti révolutionnaire.

Dimanche 26 février : porte à porte dans les cités. A chaque signature de l'appel au gouvernement PCF-PS sans représentants de la bourgeoisie, un même sérieux, une même réflexion : « Je suis d'accord, il ne faut pas de radicaux au gouvernement. » Une travailleuse retraitée, 87 ans : « Je sais ce que c'est que les radicaux. »

Une institutrice, qui a appelé à voter PCF : « Le PCF est une grosse armée. Vous n'êtes encore qu'une petite armée. »

Je n'ai lu que pour la deuxième fois votre journal. Je m'informe et je réfléchis. »

Quatre travailleurs et ménagères versent chacun 10 F ou 15 F de soutien. Pendant cette semaine neuf réunions se tiendront sur le 19<sup>e</sup> arrondissement, dans les cités HLM, au BHV, à la Sécurité Sociale, à l'ORTF, chez les instituteurs, chez ceux qui veulent regrouper la force des combattants pour le front unique ouvrier, pour le classe contre classe pendant et après les élections des 4 et 11 mars 73.

Jeudi 1<sup>er</sup> mars, une nouvelle réunion publique rassemblera l'ensemble de cette force. La discussion sera préparée dans les diverses réunions de cités et d'entreprises.



### ACHETEZ VOS LIVRES A LA SELIO

87, rue du Fbg St-Denis, Paris-10<sup>e</sup>

Le plus grand choix d'ouvrages sur le mouvement ouvrier et l'actualité politique. Parmi les dernières parutions :

P. Broué : La Révolution Espagnole 1931-1939 (« Nous avons tenté de serrer au plus près notre sujet : la révolution ») ..... 7,50 F

L. Trotsky : Les crimes de Staline, 2 volumes - l'un ..... 7,50 F

Ici Prague. L'opposition intérieure parle (introduction et notes de Jiri Pelikan un « Samizdat » tchécoslovaque) ..... 39,00 F

A.J.U. (Association des journalistes universitaires) Les partis devant l'économie General (y compris le point de vue de l'OCI) ..... CEDO 06,00 F



# pour le gouvernement ouvrier construisent groupes d'entreprises, de quartiers et de localités

Dans la région parisienne, à ce jour, 4 257 travailleurs, militants et jeunes ont signé les adresses aux dirigeants du PCF et du PS pour qu'ils constituent ensemble un gouvernement excluant tout représentant d'un parti bourgeois.

En province, comptabilisées à ce jour, 3 148 signatures sur de semblables appels pour un gouvernement du PS et du PCF s'engageant à satisfaire les revendications et les espérances.

Dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, cinq groupes politiques d'entreprises et de quartier, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, deux groupes politiques d'entreprises et de quartier ont été constitués au cours de l'intervention politique des trotskystes dans la campagne électorale.

Dans une cité (HLM) du 19<sup>e</sup>, vingt et une personnes achètent

\* I.O. \* régulièrement depuis trois semaines. Le 4 mars, l'intervention politique de l'OCI et de l'AJS dans cette phase particulière de la lutte de classes sera close.

D'ores et déjà, nous pouvons dire que le bilan sera positif dans la mesure où, par l'organisation, nous allons établir le compte rigoureux des liens nouveaux qui ont été noués dans le combat pour la construction du parti révolutionnaire, par le renforcement de l'OCI.

Le travail politique et d'organisation va se diriger vers la définition des formes politiques pour l'intervention dans la nouvelle étape de la lutte de classe qui va s'ouvrir.

Avant le vote du 4 mars, nous pouvons dire : pour l'OCI et l'AJS, la campagne dans les élections législatives est terminée.

## METALLURGIE

### Adresse des travailleurs de Walter

(EXTRAITS)

Nous, soussignés, travailleurs de Walter de toutes organisations, ouvriers inorganisés, militants du Parti communiste, militants du Parti socialiste, militants de l'Organisation communiste internationaliste et de l'Alliance ouvrière,

Nous savons tous que les 4 et 11 mars seront une date capitale dans ce pays [...].

Nous savons tous que ce gouvernement a assez duré.

Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement en mesure de satisfaire les revendications, toutes les revendications de la classe ouvrière et de la population laborieuse.

Aucun gouvernement auquel participeraient des tenants du capital ne serait en mesure de satisfaire les revendications, aucun gouvernement qui accepterait en son sein un seul représentant du capital ne pourrait donner satisfaction. Seul un gouvernement des organisations ouvrières, PCF-PS, peut donner satisfaction à la classe ouvrière.

Aux prochaines élections les choses sont claires : c'est un combat classe contre classe, classe ouvrière contre classe bourgeoise qu'il faut mener. Dès maintenant, vous, Parti communiste et Parti socialiste, devez affirmer sans ambiguïté :

— Pas une voix ouvrière pour les partis de la bourgeoisie, de l'UDR aux radicaux de gauche ou de droite au premier tour.

— Au deuxième tour, pas une voix ouvrière ne doit manquer au candidat ouvrier placé en tête par le choix des travailleurs au premier tour.

Nous, travailleurs de Walter — parce que nous connaissons les problèmes qui se posent dans notre corporation — sommes convaincus que c'est pour cette perspective qu'il faut combattre.

Pour les 400 travailleurs de Walter, la garantie de l'emploi n'est pas assurée. Pour les 400 travailleurs de Walter, les mutations, la déqualification sont le lot commun. Pour les 400 travailleurs de Walter, la direction ferme certains ateliers au nom de la rentabilité.

Pour les milliers de travailleurs de Schlumberger, ce sont les mutations à Massy, en province. Pour la direction de Schlumberger, Walter n'est pas rentable ; à terme il faudra supprimer Walter. Pour les 400 travailleurs de Walter, aucune augmentation de salaire n'est prévue alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

Les organisations ouvrières, PCF et PS, peuvent imposer des solutions conformes aux intérêts des travailleurs. Elles peuvent nationaliser sans indemnité ni rachat : il faut exproprier les propriétaires du capital.

Qui peut arriver à cela ? Vous, PCF et PS, vous le pouvez si vous combattez pour un tel gouvernement, un gouvernement ouvrier PCF-PS sans ministres capitalistes. Vous ne le pouvez certainement pas avec un gouvernement où siègeraient des représentants du trust Schlumberger ou d'autres trusts, où siègeraient Filippi, banquier et radical de gauche, ou Lamirault, directeur chez Renault et administrateur d'Alfa Romeo et... radical de gauche, ou Maroselli, directeur de la compagnie générale d'assurances incendie et radical de gauche.

VOUS, PCF-PS, vous pouvez combattre pour que s'installe un gouvernement d'ouvriers exclus les représentants des trusts et des banques, un gouvernement en mesure d'imposer des solutions. Pour cela, il faut choisir le Front unique des organisations ouvrières.

Ainsi sera ouverte la voie qui permettra la satisfaction de toutes les revendications. C'est la méthode qui permettrait de garantir notre avenir.

C'est le combat CLASSE CONTRE CLASSE qui peut amener la satisfaction des revendications.

VOUS, PCF, PS, aurez le soutien des travailleurs, vous pouvez engager ce combat, c'est de vous que les solutions dépendent. Constituez un gouvernement PCF-PS sans représentants du capital, des partis de la bourgeoisie.

### Résolution du groupe d'entreprise Walter

Le 13 février

Nous, travailleurs de chez Walter (94), nous sommes réunis avec le candidat suppléant de l'OCI de la deuxième circonscription du 94.

Après avoir débattu des problèmes politiques posés à l'occasion des législatives, convaincus que la défense de la classe ouvrière, aujourd'hui à la recherche d'une solution politique, ne peut se faire en faisant alliance avec des représentants du Capital,

Nous estimons qu'en ce sens le mot d'ordre gouvernement PCF-PS est l'expression de la volonté des travailleurs d'en finir avec ce régime discrédité par les scandales, désavoué par la grève générale de mai 1968 et le référendum d'avril 1972.

En conséquence,

— Constatant que cette bataille politique rencontre un écho grandissant,

— Forts des 11 signatures sur une adresse au PCF et au PS pour qu'ils rompent leurs liens avec les représentants du Capital, de la somme de 510 F collectée,

Nous nous proposons de poursuivre la campagne de signatures et de soutien financier.

Déjà constitués en groupe politique se réunissant tous les vendredis, nous œuvrons pour que ce groupe politique se développe tant par son nombre que par son expression politique sur l'entreprise, c'est-à-dire par la publication d'un supplément régulier d'Informations Ouvrières écrit par nous.

## HOSPITALIERS

### Pour l'expropriation des trusts de pharmacie

Nous, soussignés, travailleurs de l'Assistance publique, de toutes tendances, inorganisés, militants ou sympathisants :

- du Parti communiste français,
- du Parti socialiste,
- de l'Organisation communiste internationale (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale).

(...) Le gouvernement réactionnaire de la V<sup>e</sup> République, depuis son arrivée au pouvoir, le 13 mai 1958, tente de faire accrédi-ter la thèse selon laquelle la Santé reviendrait trop cher à l'Etat Pompidou lui-même, Premier ministre sous de Gaulle, déclarait : « Il est grand temps que les médecins prennent conscience de leurs responsabilités économiques ».

Les chefs de clinique et assistants de nos hôpitaux, actuellement en grève pour défendre leurs revendications et l'avenir de la médecine, prennent conscience que leurs responsabilités thérapeutiques, leurs responsabilités de médecins qualifiés deviennent de plus en plus incompatibles avec la perpétuation du régime du profit.



Que voit-on en effet ? Les prix des journées s'élèvent dans les hôpitaux de Paris, à l'heure actuelle, à : 156,50 F en médecine générale, 281,00 F en chirurgie, 378,00 F en chirurgie spécialisée, 534,50 F en neurochirurgie et chez les grands brûlés, 879,00 F (le salaire d'un agent hospitalier) dans certains services hautement spécialisés (reins artificiels, hématologie).

(...) Car le gouvernement incorpore dans le prix de journée les charges qui incombent à l'Etat : du financement de la recherche à la construction d'hôpitaux en passant par l'entretien des immeubles, l'équipement en matériel, la formation médicale et para-médicale, l'amortissement des emprunts, etc.

— Les travailleurs cotisent à la Sécurité Sociale et paient l'impôt,

— le personnel hospitalier trime,

— les jeunes médecins sont chassés de leurs études,

— les malades se voient rationner la nourriture (décret de 69 : à 1 litre d'eau minérale, 7 g de sucre, 10 g de beurre par jour).

Le gouvernement passe directement les contrats avec le privé : le marché de l'hospitalisation publique est ouvert ! Le capital financier impose son diktat :

— Ses représentants siègent au gouvernement, siègent dans les conseils d'administration de la Sécurité Sociale, siègent dans les conseils de gestion des hôpitaux et à tous les niveaux de l'administration de l'A.P.

Le capital joue et gagne sur tous les

tableaux... nos conditions de travail se détériorent à une allure telle que bientôt nous ne pourrions plus répondre du sort des malades qui nous sont confiés.

Parti communiste français, Parti socialiste, vous le savez : il ne peut y avoir de service de santé géré par les représentants du capital : il faut exproprier ceux-là mêmes qui tirent profit de la maladie ! Il faut chasser les représentants du capital qui siègent dans les conseils d'administration de la Sécurité Sociale ! Il faut exproprier le capital bancaire.

Il n'y a pas d'autre voie pour s'acheminer vers la Santé gratuite, le droit pour tous à la santé, le libre accès aux soins !

Les trusts pharmaceutiques, Rhône-Poulenc : bénéfice brut en 1971 : 1 milliard ; Roussel UCLAF : bénéfice en 1969 : 100 millions, en 1970 : 130 millions, en 1971 : 175 millions.

Sans aucun visa d'autorisation ministérielle, ces trusts, tous les trusts et laboratoires géants peuvent répandre leurs produits dans les hôpitaux de l'A.P.

Parti communiste français et Parti socialiste, cet état de choses doit cesser. Il faut y mettre un terme : les plus graves menaces pèsent sur nos malades. L'expropriation de Roussel-Uclaf et Rhône-Poulenc comme de l'ensemble des trusts et labos pharmaceutiques doit être prononcée. Il va de soi que de telles mesures ne sauraient être prises par un gouvernement qui aurait en son sein un représentant de ces trusts ou un banquier.

Baumgartner, ancien gouverneur de la Banque de France, est PDG de Rhône-Poulenc : ses sympathies vont à l'UDR. Jacques Brunet, lui, est radical « de gauche ». Bon teint : comme Filippi, ex-ministre de Pétain, banquier ; comme Maroselli, administrateur de compagnie d'assurance ; comme M. Faure, député réactionnaire, présent dans toutes les combinaisons bourgeoises... Jacques Brunet est aussi ancien gouverneur de la Banque de France ! Il est maintenant PDG de Roussel-Nobel.

La famille Roussel est une grande famille : elle « couvre » les trusts de la pharmacie, les usines de Cheddé qui fabriquent de la dynamite et les banques Paribas and Co...)

La famille de la bourgeoisie est une grande famille : elle « couvre » de l'UDR aux radicaux de droite et de gauche (...).

Parti communiste français et Parti socialiste, les solutions, vous les connaissez !

La nationalisation de la Santé sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations — en collaboration étroite avec le personnel médical — est indissociable de la gestion ouvrière de la Sécurité Sociale. Pour cela, il faut chasser les représentants du patronat des conseils d'administration des caisses de Sécurité Sociale.

Il faut exproprier ceux, tous ceux qui tirent profit de la maladie, des trusts pharmaceutiques aux sociétés qui investissent dans les grandes cliniques et entretiennent ainsi le secteur privé de l'hospitalisation. Il faut dissoudre les sociétés de financement et donner à l'Etat les moyens d'investir lui-même en expropriant le capital et en créant une banque d'Etat ouvrier.

Aucun gouvernement comportant, même en minorité, des représentants du capital ne saurait défendre les intérêts des travailleurs.

(Sollicitons les travailleurs hospitaliers ont, à ce jour, signé cette adresse dont nous publions des extraits.)



## Congrès de la FEN-91

Le congrès de la FEN-91

1<sup>o</sup> Désavoue massivement les méthodes anti-démocratiques des dirigeants Unité et Action.

Pour mesurer l'importance de ce congrès, il faut rappeler les conditions dans lesquelles il se tenait.

Le 20 octobre, la Commission Administrative (CA) de la FEN 91 votait la démission du bureau pour avoir manqué gravement aux règles de la démocratie en n'appliquant pas les décisions de la Commission Administrative.

Les dirigeants Unité et Action refusèrent d'appliquer cette décision et continuèrent, en toute illégalité, à occuper les locaux de la FEN 91, prétextant qu'ils étaient élus pour un an et qu'entre-temps personne ne pouvait les démissionner. Plusieurs votes de CA successives confirmèrent le premier vote ; finalement, la CA retira au bureau le soin de préparer le congrès départemental et en fixa la tâche à une commission spéciale.

Le congrès départemental vient de condamner de telles méthodes en votant massivement contre le rapport d'activité présenté par Unité et Action par 116 voix contre 84 et 8 abstentions.

On peut s'étonner que les règles les plus élémentaires du syndicalisme aient pu ainsi être violées. Mais ceux qui expliquent, au nom de l'Union Populaire, qu'on peut réaliser le socialisme avec la hiérarchie catholique et qui sont prêts à ouvrir toutes grandes les portes de l'école laïque aux ecclésiastiques ne peuvent que tenter de réduire les syndicats enseignants — premiers visés par ces mesures — à des appareils manipulés et hors du contrôle des enseignants.

Où a exigé, lors de la rencontre du 7 février 1973, que la question des prés dans l'enseignement ne soit pas posée, par le CNAL, aux candidats aux élections législatives, alors que le SNI et la FEN ont affirmé à plusieurs reprises que cette question était capitale ? Oui, si non les dirigeants des radicaux de gauche, du PS, du PCF, qui savent qu'une autre réponse qu'un NON catégorique verrait se dresser les enseignants et les travailleurs attachés à la défense de la laïcité de l'école.

C'est pourquoi il était capital que ce même congrès départemental

2<sup>o</sup> adopte une plate-forme conforme aux intérêts, aux exigences des enseignants, des parents et des élèves.

Sur le problème de la nationalisation laïque de l'enseignement :

« Le congrès dénonce la politique actuelle du pouvoir qui favorise le développement d'un enseignement privé concurrentiel aux mains de la hiérarchie catholique et du patronat. Il réaffirme sa volonté d'aboutir à une nationalisation sans compromission de l'enseignement. Il réaffirme l'incompatibilité totale du sa-

cerdoce du prêtre et de la mission laïque de l'enseignant. »

Sur la malinise du patronat sur la formation professionnelle :

« Le congrès réaffirme son opposition aux lois de juillet 71 sur la formation professionnelle, qui favorise la privatisation d'une grande partie de cette formation, et demande le regroupement de toutes les tâches d'enseignement sous l'autorité d'un grand ministère de l'Éducation Nationale. »

C'est parce que la motion du congrès prenait cette position que certains dirigeants U. et A. du SNES s'abâtirent. Peut-être pensent-ils comme certains dirigeants de la Fédération du PCF du Val-de-Marne qu'il est mensonger et anti-communiste de dire : « Pas de curés, pas de patrons dans l'école. »

3<sup>o</sup> Réaffirme l'indépendance de classe du syndicat.

« Le congrès rappelle son profond attachement à l'indépendance du syndicalisme qui constitue la garantie majeure des droits et libertés des travailleurs sous tous les régimes. Il considère que ce souci fondamental implique notamment que la FEN — qui n'entend renoncer à aucune de ses revendications — ne peut se lier à aucun programme de gouvernement quel qu'il soit. »

Mais l'indépendance ne signifie pas la neutralité. La FEN se devait d'affirmer que nos revendications ne sauraient être satisfaites que par un gouvernement sans représentant de la hiérarchie catholique et du patronat. C'est le sens d'un amendement présenté par l'EE-FUO qui a recueilli 26 voix (14 EE-FUO et 12 UID) ; il y eut aussi 18 abstentions. Cet amendement s'opposait à la partie de la motion qui affirmait : « Le congrès se réjouit de l'alternative démocratique enfin offerte à notre pays par le Programme Commun de gouvernement présenté par les trois principaux partis de la gauche. » qui recueillit 81 voix. L'EE-FUO, à juste titre, vota alors l'ensemble du texte expliquant que l'essentiel, à savoir l'indépendance du syndicat, était préservé.

A partir de cette réaffirmation de l'indépendance de classe du syndicat, les divergences démocratiquement établies, il était nécessaire qu'un vote unanime contre Pompidou soit réalisé. Tel est le sens du vote de l'EE-FUO et de l'amendement présenté.

A part quelques voix Unité et Action du SNES et celles des 5 militants de l'EE-SR et RS qui proposèrent une motion condamnant le parlementarisme et appelant à la création des conseils ouvriers, le vote unanime d'une motion conforme aux intérêts des enseignants ne fut possible que par le rejet massif du rapport d'activité du bureau Unité et Action. La condamnation des méthodes utilisées était le préalable indispensable pour que l'unité se réalise.

## 15 ANS CONTRE LE SPORT ET LES LOISIRS (2)

(Lire la première partie de cet article dans « I.O. » n° 599)

Mais aujourd'hui, contrôler les fédérations et les clubs ne suffit plus au gouvernement, il tente de constituer ses propres structures d'encadrement de la jeunesse, sous le nom de CAS (un anagramme de SAC).

Non seulement le ministère tente de forcer la main à la jeunesse en monopolisant les rares installations sportives existantes au profit de ces nouvelles structures, mais il va contraindre les élèves des établissements scolaires à les fréquenter trois heures par semaine.

Dans ces centres d'animation sportive, les enfants des écoles publiques seraient mêlés indistinctement, dans le cadre de la grande fraternité du sport, à ceux des écoles privées ; puis ils seraient encadrés, non par des enseignants qualifiés, mais par des personnes d'origine très variée parmi lesquelles on remarque déjà (et la mise en place ne fait que commencer) :

des militaires, des CRS, des membres du SAC et des gorilles qui semblent s'intéresser particulièrement aux sports de combat.

Au niveau de la direction de l'ensemble : des représentants des actionnaires des maisons de sports, des sociétés hippiques, de l'enseignement privé.

Ailleurs, c'est la société Vitell qui contrôle le cadre général de l'opération. En Seine-et-Marne, un plan d'eau dépendant du Touring Club de France a été affirmé à une société à but lucratif pour être exploité sous forme de CAS. Dès qu'on regarde d'un peu près ce que le régime prépare à la jeunesse, on a l'impression de fouiller dans une poubelle.

Mais comment le pouvoir entend-il entraîner la jeunesse dans son entreprise ? Très simplement. Les CAS auraient le monopole des rares installations sportives et de plus, leur fréquentation serait obligatoire pour les élèves des écoles laïques. Pour être plus sûr de la réussite, M. Comiti entend supprimer l'ASSU (Association du sport scolaire et universitaire) parce qu'elle est liée à l'école publique, permet aux élèves du second degré de pratiquer le sport hors du contrôle des intérêts privés, de la police et des opérations ministérielles.

En 15 ans, ce régime a fait ses preuves. Dans le domaine des sports et des loisirs, comme dans les autres d'ailleurs, il a montré qu'il n'était rien d'autre que le promoteur des intérêts capitalistes de l'exploitation des travailleurs et de la jeunesse. Sa politique est condamnée par les travailleurs et la jeunesse.

Sur leur propre terrain, tous les enseignants d'éducation physique en faisant, à l'appel de leurs syndicats unanimes, grève le 23 janvier à plus de 90 % pour la défense de l'ASSU, ont montré qu'ils n'acceptaient pas que soient sacrifiés les intérêts des élèves qui leur sont confiés.

Les travailleurs, enseignants, parents d'élèves, ne peuvent accepter que se poursuive ce régime failli.

Dès 1958, la FSGT, fédération sportive animée par des militants appartenant au

mouvement ouvrier, déclarait, à juste titre, dans une résolution adoptée à l'unanimité au Conseil National de St-Ouen : « La future Constitution mettrait en danger l'avenir du sport et du plein air en France. »

Ce qui était vrai en 58 l'est encore plus aujourd'hui. Ce régime a recréé un Haut-Commissariat à la jeunesse, comme sous Vichy, et avec des hommes de Vichy.

Il a retiré de la Constitution le droit au repos et aux loisirs qui y était préalablement inscrit et représenté une conquête des travailleurs.

Plus que jamais les travailleurs ne sauraient accepter une Constitution qui nie un de leurs droits les plus élémentaires et, par voie de conséquence, crée les conditions de l'exploitation de leurs besoins dans ce domaine.

Les travailleurs veulent que leurs enfants puissent faire du sport sans tomber entre les mains des affairistes, des policiers et des militaires.

Les travailleurs, les jeunes, veulent qu'on en finisse avec le racket des loisirs qui règne de la montagne à la mer, en réalisant des projets scandaleux. Les travailleurs, les jeunes, veulent des installations sportives, stades, piscines, etc., ouvertes à tous. Les travailleurs, les jeunes veulent pouvoir s'organiser eux-mêmes sans filer et sans patrons et sous les formes qu'ils décideront.

Bien sûr, ces revendications ne peuvent être satisfaites dans le système bonapartiste défini par la Constitution de 58, dans un système d'encadrement de la jeunesse où le sport et les loisirs sont dominés par le système de profit.

On ne peut envisager pour reprendre notre exemple, d'ouvrir le ski à la masse des jeunes tout en laissant les grandes banques d'affaires poursuivre leurs spéculations. On ne peut envisager des stades pour tous et ouverts à tous et laisser l'urbanisation et l'emploi des sols à la merci des promoteurs immobiliers.

La nationalisation des entreprises capitalistes de sports, de loisirs de vacances, en premier lieu le Club Méditerranée et Trigano, est indispensable à la mise en place d'un véritable service public, seul susceptible de permettre la réalisation concrète du droit aux loisirs et au sport, revendiqué à juste titre par les travailleurs.

C'est sans doute, on l'a vu, dans ce secteur que les capitalistes réalisent les taux de profit les plus élevés. Il ne s'agit pas d'une de ces branches mortes de l'économie qu'on peut à la rigueur sacrifier (comme dit le Manifeste radical), mais d'un secteur très rentable, en pleine expansion, où tous réalisent des profits fantastiques. Aucun d'entre eux, fût-il de gauche, n'acceptera la nationalisation de cette mine d'or.

Seul un gouvernement ouvrier sans ministres capitalistes pourra répondre aux besoins des jeunes et des travailleurs et créer les conditions qui permettront que le droit aux sports et aux loisirs reconquis devienne réalité.

## Recherche

# LE PIÈGE DE LA PARTICIPATION

Au moment où, de toutes parts, la réaction prépare de nouveaux assauts contre la jeunesse et, par ricochet, contre les enseignants et les parents, il est nécessaire d'établir par les faits la preuve de la « culpabilité » du gouvernement capitaliste.

La loi Faure, par la mise en place des conseils d'université, des conseils d'UER, des conseils scientifiques, a permis au patronat de s'implanter dans l'Université. Dans un numéro spécial de la Vie Française du 15-2-1972 consacré à la région du Nord, sur lequel nous reviendrons, le patronat explique comment il développe sa main mise sur l'université :

« Si les relations entre l'Université et l'industrie sont aujourd'hui une réalité, il n'en a pas toujours été de même et cela s'est particulièrement fait sentir dans les domaines de la recherche. C'est en vue de rattraper ce retard important qu'a été constituée, en 1968, l'Association pour le développement des recherches scientifiques et informatiques dans le

Nord de la France auprès de l'université de Lille (ADRI Nord). Les créateurs ont été, à part égale, des universitaires et des responsables du patronat régional regroupés au sein du CISE. »

Les objectifs : « Réaliser des actions et promouvoir des contrats de recherche entre Enseignement supérieur et entreprises ou organisations économiques... Le Centre d'Études et de Recherches dans les industries alimentaires rassemble des représentants d'organismes d'enseignement et de recherche du secteur public et du secteur privé, ainsi que des industriels dans son conseil d'administration. L'industrie aura d'ailleurs une part prépondérante dans le choix des recherches et leur ordre d'urgence. »

Comment se traduit cette main-mise du patronat sur l'enseignement supérieur et la recherche ?

Le 29 janvier 1973, le responsable du laboratoire « Hard-Ware » de l'Institut de programmation, univer-

sité Paris 6, convoquait l'ensemble des personnels du laboratoire (enseignants, chercheurs, techniciens, secrétaires). La situation des personnels non enseignants est la suivante : 1 chercheur sur 1/2 poste CNRS - 1 technicien CNRS sous-payé par rapport à sa qualification - 1 technicien contractuel d'université sous-payé - 1 chercheur, 3 ingénieurs, 2 techniciens, 1 secrétaire payé sur contrat « à titre précaire et révoquant », par des firmes privées ou des organismes publics tels la DGRST ou l'ANVAR dont le conseil d'administration est contrôlé par des personnalités choisies pour « leurs compétences scientifiques, techniques ou industrielles », telles que le PDG de Pechiney, le PDG de la Société générale et le directeur des recherches de la compagnie Saint-Gobain. Les monopoles introduits directement à l'Université, tel est le contenu de « l'ouverture de l'Université à l'économie ».

Le directeur du labo exposait la situation financière : recettes des contrats 13 544,54 F ; dépenses des

contrats : 20 300,65 F. Manque donc 6 756,11 F + 12 000 F pour payer les salaires de janvier des personnels sur contrat ! (+ 12 000 F pour février). Le personnel du labo était placé devant le choix suivant : ou réduire les activités de recherche, refuser les contrats... et licencier les personnels sur contrat, ou que l'ensemble des personnels gèrent les contrats, recherchent et acceptent des contrats avec l'industrie. Le piège de la participation est ici clairement établi : il s'agit de placer le personnel dans la situation de décider lui-même les licenciements, de réduire les activités de recherche ou d'accepter la main-mise totale d'une recherche uniquement dirigée vers le profit.

Les enseignants, les travailleurs de l'enseignement supérieur n'acceptent pas ce choix auquel les contraignent Saint-Gobain, Pechiney, la Société générale, les patrons du Nord... Ils n'acceptent pas que, faute de postes de titulaires de la fonction publique, des étudiants soient engagés, sur contrat, pour faire un travail de technicien, sans avoir de poste de technicien, sans sécurité d'emploi.

Il est certain qu'un gouvernement où siègeraient des représentants des trusts, trusts qui démantèlent le statut de la fonction publique, qui développent la politique des contrats dont nous voyons tous les jours les conséquences, ne saurait garantir toutes les revendications des travailleurs de l'enseignement supérieur et de la recherche.



# Le gouvernement Heath mène l'Angleterre à l'impasse

Il y a une semaine, la grande presse française se faisait l'écho de l'inquiétude de la bourgeoisie anglaise devant la nouvelle vague de luttes de classe qui se développe de l'autre côté de la Manche. Le prolétariat anglais, en déclenchant une série de grèves importantes (dont celle de 47 000 gaziers qui paralyse depuis deux semaines une large partie de l'activité économique), démontre, contrairement à la politique ouvertement antiouvrière du gouvernement Heath, qu'il n'est pas décidé à laisser liquider tous ses droits, aujourd'hui systématiquement remis en cause.

Le Monde des 18-19 février traitait un premier bilan, dans son billet éditorial : « L'agitation sociale s'étend en Grande-Bretagne : après les 47 000 ouvriers du gaz, dont la grève tournante a déjà provoqué de nombreux licenciements dans l'industrie, 220 000 auxiliaires médicaux des hôpitaux, 52 000 ouvriers de Ford-Grande-Bretagne, 29 000 conducteurs de trains, 4 500 enseignants londoniens et, pour la première fois, 250 000 fonctionnaires menacés de suivre le mouvement. Le 5 mars, lorsque s'ouvrira le congrès extraordinaire convoqué par les syndicats du TUC, M. Heath risque de se trouver à la tête d'un pays paralysé par plus de 500 000 grévistes. »

Depuis une semaine, dans la presse française, aucune dépêche « sociale » en provenance de Londres n'a été publiée dans la grande presse parisienne. Néanmoins, les hospitaliers, les cheminots, les enseignants, les ouvriers de chez Ford, les fonctionnaires de Sa Majesté sont bien entrés en mouvement, à la suite des gaziers.

Il s'agit là d'une lame de fond des travailleurs anglais contre les dures

congrès extraordinaire des syndicats pour le 4 mars, tout indique que l'épreuve de force est de plus en plus proche dans ce pays entre les deux classes fondamentalement antagoniques de la société britannique.

« L'Angleterre est ingouvernable » commentent depuis des années (et plus particulièrement ces derniers mois) les hommes politiques de la bourgeoisie internationale. C'est précisément pour pouvoir assurer sa survie en tant que classe dominante que la bourgeoisie britannique doit liquider tous les droits de la classe ouvrière. Pour cela, il lui faut abattre ses puissantes organisations syndicales, ou du moins les enchaîner à l'Etat dans un régime de type corporatiste.

Mais la classe ouvrière anglaise, en dépit des coups très durs qui lui sont portés par la législation anti-grève, la loi sur les relations industrielles, etc., a conservé intacte sa capacité de riposte. Elle l'a montré. Elle le montre.

C'est bien de cela qu'ont une claire conscience les dirigeants réformistes du Trade-Union Congress, la puissante organisation syndicale des travailleurs anglais. C'est ce qu'exprime aujourd'hui, ouvertement, l'un des dirigeants de l'aile droite du TUC, Joe Gormley, président du syndicat des mineurs, qui déclarait il y a deux semaines :

« Le TUC n'a pas d'autre alternative que de déclencher une grève générale ou de s'incliner devant la politique des salaires du gouvernement. » Et d'ajouter : « Toute action entreprise par des syndicats isolés équivaut au suicide. Si le mouvement syndical le veut, il peut provoquer des élections générales dans les mois qui viennent. Si c'est ce que l'on veut, il faut le faire. »



La classe ouvrière britannique entre en mouvement.

atteintes que la bourgeoisie a portées, en quelques années, à leurs conditions de vie. Mais c'est en même temps un mouvement politique qui pose la question du gouvernement, la question du pouvoir en des termes qui affolent toutes les forces attachées au maintien de l'ordre bourgeois en Angleterre et dans le monde.

Le gouvernement conservateur applique depuis des mois, avec ténacité, son plan de blocage des salaires et des prix. En fait, si les salaires, dans la plupart des secteurs, restent bloqués (la classe ouvrière parvenant néanmoins à arracher çà et là des augmentations par des combats incessants contre le patronat et le gouvernement), les prix, quant à eux, ne sont en rien « bloqués » et montent en flèche au fil des mois.

Ainsi, depuis les dernières élections législatives de juin 1970, qui vit la défaite des travaillistes et l'arrivée au pouvoir de Heath, les prix ont augmenté de 27,4 % en Angleterre, et particulièrement les prix des denrées alimentaires. Le niveau de vie de larges couches de travailleurs qui s'effondre, le chômage qui s'accroît de façon vertigineuse, les surprofits du capital (ainsi deux grandes banques, Barclays et Lloyd annoncent-elles une augmentation de 30 % de leurs profits), toutes ces conditions préparent la situation explosive qui s'annonce.

Tôt ou tard, un affrontement général entre la bourgeoisie britannique, son gouvernement intropaisant et la classe ouvrière surexploitée et exaspérée par les coups qui lui sont portés, est inévitable. La vague de grèves qui se développent aujourd'hui, leur généralisation à laquelle aspire toute une partie du prolétariat anglais, le fait que les dirigeants du Trade-Union Congress aient convoqué un

Comme le souligne Workers Press, le journal de la Socialist Workers League, du 21 février, « Gormley n'a pas plus l'intention de mobiliser aujourd'hui la classe ouvrière dans la grève générale qu'il ne l'a jamais eue (...), mais il n'en demeure pas moins que le choix qui est devant la classe ouvrière est bien celui dont parle Gormley. »

Les choses ne peuvent plus demeurer en l'état en Angleterre. Ou la bourgeoisie parvient à porter des coups mortels au prolétariat pour imposer l'application de l'ensemble de sa législation anti-ouvrière, ou bien c'est le prolétariat qui fait sombrer tout l'édifice. Comme l'écrit Worker Press : « Le gouvernement conservateur a créé une situation dans laquelle il est impossible de vivre pour tout travailleur anglais (...). Les conditions se réunissent pour l'éclatement d'une situation révolutionnaire. »

C'est de cela qu'ont à la fois conscience et peur les dirigeants de la classe dominante, mais aussi les dirigeants du TUC et du Labour Party qui veulent éviter à tout prix l'éclatement de cette crise révolutionnaire. C'est dire qu'ils refusent de s'engager, aujourd'hui, dans la voie de la préparation de la grève générale politique à même de faire tomber le gouvernement conservateur.

Qui, « l'ingouvernable Angleterre » est à la croisée des chemins. Dans les semaines qui viennent, c'est un moment important du combat des travailleurs de toute l'Europe qui est en train de se jouer sur les bords de la Tamise. Si nul ne peut dire quand aura lieu l'affrontement général, il est clair qu'en rassemblant ses forces, dans la grève générale, le prolétariat anglais peut imposer son propre gouvernement, défaire Heath et les conservateurs.

## ALLEMAGNE

# Dortmund : grève aux aciéries Hoesch

Quinze mille métallos allemands viennent de faire trois jours de grève aux aciéries Hoesch de Dortmund.

C'est de là qu'étaient parties, à l'automne 1969, les grandes grèves de la métallurgie allemande qui avaient surpris et débordé l'appareil syndical. La classe ouvrière allemande, par son action, portait au pouvoir un gouvernement à direction social-démocrate. A l'automne 1972, elle a, par un vote de classe encore plus massif, posé à nouveau et de façon encore plus pressante la question de son propre pouvoir. Mais la social-démocratie continue à gouverner avec les représentants du capital. Et les dirigeants syndicaux ont, dans la métallurgie d'abord, puis dans les services publics, les postes et les chemins de fer, accepté des augmentations de salaires de 8,5 % qui couvrent à peine l'augmentation du coût de la vie.

Alors, c'est encore aux aciéries Hoesch de Dortmund, dans la Ruhr, que vient de s'exprimer le plus spectaculairement la volonté de la classe ouvrière allemande de ne pas perdre le bénéfice de sa victoire électorale, mais de s'en servir comme d'un tremplin pour la satisfaction de ses revendications. Bien que l'incendie ait pu être circonscrit cette fois-ci, que la grève ne se soit pas étendue, la situation est grosse de développements importants, qui posent évidemment tous les problèmes de l'organisation du combat à l'échelle de tout le pays et de ses objectifs, ceux pour lesquels les révolutionnaires se battent en Allemagne dans les syndicats et dans le parti social-démocrate : rupture avec la bourgeoisie, formation d'un gouvernement social-démocrate sur le programme de la classe ouvrière.

Pour revenir aux faits : on se rappelle qu'après la signature des accords dans la métallurgie, les 2/3 des travailleurs de la sidérurgie de la Ruhr — les 3/4 à Hoesch — avaient condamné comme insuffisant l'accord signé par leur direction syndicale. Quand, fin janvier, les dirigeants des syndicats des services publics, des transports, des postes et des chemins de fer se sont alignés sur les 8,5 % obtenus dans la métallurgie, le mécontentement le plus vif s'est aussi exprimé chez les travailleurs concernés. En particulier dans les postes : à Francfort, par exemple, 500 pos-

tiers du central téléphonique tiennent une assemblée de protestation, les télégrammes à la direction syndicale pleuvent. A Duisburg, dans la Ruhr, à Hanovre, à Kassel, les travailleurs des transports municipaux se mettent en grève. Dans une série d'entreprises métallurgiques des grèves arrachent des améliorations par rapport aux conventions salariales régionales, ainsi, par exemple, à Veldert, en Rhénanie du Nord-Westphalie.

Puis, le 9 février, les métallos des aciéries Hoesch de Dortmund arrêtent le travail. Très vite, ce sont 15 000 à 20 000 grévistes qui veulent arracher leur revendication initiale, 60 pfennigs de plus par heure, au lieu des 46 pfennigs obtenus dans la Convention régionale négociée entre direction syndicale et patronat. A 6 000 ils manifestent dans la ville. Ils rentreront finalement au bout de trois jours, en n'ayant obtenu que 5 pfennigs de plus par heure, sans le paiement des heures de grève. L'appareil syndical ne les a pas soutenus, et le mouvement ne s'est pas étendu. Mais c'est la première fois qu'un mouvement d'une telle ampleur se produit juste après la signature d'un accord de salaires.

Et puis la solidarité est en train de se développer contre la répression patronale : la direction des aciéries Hoesch a décidé de licencier huit « meneurs », dont les membres du conseil d'entreprise et des délégués syndicaux. Cette fois-ci, la direction de l'IG-Metall, le syndicat des métallos, au niveau tant local et régional que national, proteste violemment. Toutes les grosses entreprises de Dortmund, les Jeunesses syndicales, les JUSOS (Jeunesses socialistes) de Rhénanie du Nord-Westphalie, toutes les organisations de jeunesse, des enseignants et universitaires affirment leur solidarité. Un Comité de solidarité se constitue.

La tension monte aux usines Hoesch elles-mêmes. Une puissante manifestation, samedi 24 février à Dortmund a arraché la réintégration des huit licenciés dont l'un vient d'être rélégalement délégué syndical d'usine par ses camarades. La classe ouvrière allemande a reconstitué sa force de classe.

## GRECE

# « La liberté ou la mort »

Depuis plusieurs semaines, de grandes manifestations étudiantes se déroulent en Grèce, tant à Athènes que dans les grandes villes. Les étudiants manifestent pour arracher au régime fasciste des colonels les libertés démocratiques, le droit à l'organisation indépendante, pour la défense de leurs conditions de vie et de travail. La semaine dernière, ces manifestations se sont poursuivies avec la participation massive de nombreux travailleurs dont la presse d'Athènes (rapidement muséifiée) a rendu compte. Les manifestations des étudiants ouvrent ainsi la voie au combat politique des masses ouvrières qui, pour la première fois depuis le coup d'Etat militaire du 21 avril 1967, affrontent la junte sur les mots d'ordre : « A bas le fascisme », « La liberté ou la mort », « Libération de tous les détenus ! »

Nous publions ci-dessous une déclaration de l'UNEF sur les événements importants qui se développent en Grèce. Cette déclaration a été diffusée massivement et lue lors d'une récente réunion de 200 travailleurs et étudiants grecs émigrés en France, réunion organisée par les organisations de travailleurs et d'étudiants grecs en France.

## COMMUNIQUE DE L'UNEF

L'UNEF qui a déjà manifesté son soutien aux étudiants grecs en lutte contre la dictature des colonels, notamment à l'occasion de la grève de l'Ecole Polytechnique commencée en janvier, contre la nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur, assure de sa solidarité pleine et entière les étudiants grecs et répond à l'appel de leurs associations.

L'UNEF proteste contre les agressions perpétrées le 22 février contre les étudiants et la population solidaire de ceux-ci, place Omnia à Athènes, par les forces de police.

L'UNEF exige en particulier le retrait immédiat de la loi supprimant les sursis militaires aux étudiants ayant appelé ou participé à la grève. L'UNEF taxe cette loi de mesure scélérate, de moyen de répression en vigueur parmi les régimes les plus réactionnaires, ce qui n'est pas étranger aux motifs du gouvernement français qui vient de supprimer les sursis pour études, pour le rétablissement desquels étudiants et lycéens en France ont commencé à se mobiliser.

L'UNEF exige le rétablissement intégral

des libertés et des droits démocratiques des étudiants grecs, le rétablissement des franchises universitaires, la satisfaction de leurs légitimes revendications, et qu'aucune sanction disciplinaire ou pénale ne soit prononcée contre les étudiants grecs en lutte.

L'UNEF exige avec l'ensemble des étudiants grecs la libération immédiate de tous leurs camarades emprisonnés et le rétablissement de leurs sursis.

L'UNEF se félicite du puissant mouvement de solidarité avec les étudiants grecs qui s'est ébauché : professeurs, parents d'étudiants, ont pris massivement position avec les étudiants.

L'UNEF se félicite également des premiers engagements obtenus de l'administration universitaire par ce puissant mouvement et qui stipulent qu'aucune sanction ne sera prise.

L'UNEF veille avec une vigilance égale à celle des étudiants grecs à ce que ces engagements soient respectés, et se désolera de toute régression unitaire de solidarité avec les étudiants grecs et leurs associations.

Paris, 23 février 1973.



# Brejnev à Prague décore Husak...

## le communiste Sabata en danger de mort

Il y a cinq ans, la révolution politique commençait en Tchécoslovaquie. C'était le début du « printemps de Prague » qui ouvrait la voie au pouvoir des travailleurs, à la destruction de l'appareil de la bureaucratie parasitaire.

Par l'intervention des chars et la répression en masse, les dirigeants du Kremlin ont différé l'explosion révolutionnaire des masses tchécoslovaques qui continuent cependant le combat dans les pires conditions.

C'est l'heure des anniversaires. Il y a vingt-cinq ans, la Tchécoslovaquie échappait au contrôle de l'impérialisme. Les masses, mobilisées avec enthousiasme, voyaient l'heure de la révolution arriver. Certes, le capitalisme et la propriété privée des moyens de production ont été abolis, mais la bureaucratie stalinienne réussit à confisquer ces conquêtes à son profit.

C'est pour féliciter le normalisateur Husak, responsable de la répression qui frappe des millions de travailleurs et jeunes tchécoslovaques, responsable des procès de l'été 1972 contre les militants de l'opposition socialiste et communiste que Brejnev vient, à Prague, de décorer Husak de « l'ordre de Lénine » « qu'il lui a remis solennellement », indique une dépêche de l'AFP.

On le sait : une longue expérience l'a appris, on peut tout trahir au nom de tout. Trahir Marx au nom de Marx, les soviets au nom des soviets, Lénine au nom de Lénine.

Les nouvelles de presse apprennent qu'à cette occasion une amnistie partielle a été décrétée à Prague. Mais on apprend très vite qu'elle ne saurait s'appliquer aux « personnes condamnées pour subversion », c'est-à-dire aux militants tchécoslovaques socialistes et communistes condamnés à de lourdes peines pour être restés fidèles à leur classe ouvrière. Le voleur pourra être amnistié, le militant communiste restera en prison.

Cela se passe dans la Tchécoslovaquie normalisée de Husak. Mais ce n'est pas, pour la bureaucratie dont le pouvoir restauré reste encore précaire, l'heure de l'euphorie. Un incident significatif du climat morose qui règne même dans les hautes sphères de la bureaucratie tchécoslovaque est à signaler. Lors de la cérémonie publique commémorative du 25<sup>e</sup> anniversaire de février 1948, « Husak, ayant jugé utile d'évoquer l'"aide internationaliste" apportée à la Tchécoslovaquie par ses alliés en 1968, M. Brejnev prit l'initiative d'applaudir à deux mains ce rappel historique. Il fut seul à le faire, et un silence pesant régna à cet instant sur la foule comme à la tribune officielle » (Le Monde des 25-26-2-1973).

Rien n'est réglé à Prague, en dépit de la présence des troupes soviétiques d'occupation, de la répression, des 500 000 exclusions du PCT, des procès... Travailleurs et militants poursuivent le combat.

Nos lecteurs ont pris connaissance (lire I.O. n° 597 du 7 février 1973) de larges extraits de la lettre d'Anna Sabatova adressée « à tous les partis

communistes et ouvriers » Il y a quelques mois déjà et que seul le PC australien a publiée. Il vient de nous parvenir le texte intégral de cette lettre de la femme de Jaroslav Sabata, l'un des dirigeants du « printemps de Prague », puis de l'opposition communiste tchécoslovaque, condamné lourdement lors des procès de l'été dernier.

Nous publions ci-dessous le passage de cette lettre qui concerne le sort actuel de Jaroslav Sabata, combattant pour le socialisme en Tchécoslovaquie. Tous les militants constateront que J. Sabata est aujourd'hui menacé d'un grand danger. Hier, Pachman, dont on avait appris qu'il était en danger de mort dans sa prison de Prague, a été libéré par une campagne internationale où l'OCI, l'AJIS et l'Alliance ouvrière occupaient les premières places.

Aujourd'hui, il faut sauver Jaroslav Sabata et tous ses camarades menacés du pire par Husak-Brejnev. Plus que jamais il faut combattre pour la constitution de la Commission ouvrière internationale d'enquête qui mettra tous les militants communistes et socialistes tchécoslovaques persécutés sous la protection de la classe ouvrière. Libération immédiate de Jaroslav Sabata !

### Extrait de la lettre d'Anna Sabatova :

« Mon époux, docteur en philosophie, Jaroslav Sabata, membre du parti communiste depuis l'âge de dix-neuf ans jusqu'au printemps 1968, titulaire de la chaire de psychologie à l'université J.A. Purkyne à Brno, puis, jusqu'à l'automne de la même année, secrétaire du Comité régional du PCT à Brno, élu régulièrement par la Conférence régionale, puis, jusqu'à son arrestation, ouvrier métallurgiste à l'entreprise Inzenyrsko-prumyslové staudby, a été condamné à la privation de liberté pendant six ans et demi.

« Ce professeur d'université, communiste, aimé de ses élèves, qui fut, pendant plus de treize ans, chargé des cours de marxisme-léninisme à cette même université et qui a préparé beaucoup de ses élèves à leur entrée au parti communiste, est déjà détenu depuis neuf mois, et ce dans des conditions dont je ne veux pas donner de détails, eu égard aux représentants actuels du pouvoir de la République socialiste tchécoslovaque.

« Je me bornerai à souligner le fait que mon mari a dû accomplir un travail physique très éprouvant jusqu'à son arrestation, n'ayant pu obtenir rien d'autre malgré l'interdiction des médecins. Il a eu en 1964 un infarctus du myocarde et souffre, à cause d'un surmenage constant, d'une inflammation chronique de l'estomac et d'ulcères au pancréas. Il a eu, au mois de mai 1973, en prison, une crise cardiaque accompagnée d'une perte de connaissance. Il reçoit par ailleurs une nourriture qui provoque des douleurs à l'estomac en dépit du fait que j'ai fait parvenir à l'administration de la prison le certificat médical concernant son état de santé (...). »

Pour sauver Jaroslav Sabata et libérer tous les emprisonnés politiques en Tchécoslovaquie et en URSS

### IL FAUT AGIR

Adhérez au Comité pour la Libération Immédiate des Emprisonnés Politiques dans les Pays de l'Europe de l'Est.

Toute correspondance :

Alain CHALLIER,  
48, rue Louise-Michel  
92 - LEVALLOIS-PERRET.  
C.C.P. Alain CHALLIER :  
31.547-74 La Source 45

# Crise du pablisme en Espagne

## les faits sont les faits

Encore une fois, nous allons subir les crialleries. Pourtant les faits sont têtus. Il n'est donc au pouvoir de personne de prétendre qu'un fait n'est plus un fait, parce que Weber entend se cacher, à lui-même et à son organisation, la réalité.

La crise qui, à l'échelle internationale, secoue les organisations membres ou proches du « Secrétariat Unifié » s'exprime avec une force particulière en Espagne, à l'intérieur de « l'organisation sympathisante » du SU, la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR). Dix-huit mois après sa fondation, cette organisation a éclaté ; elle s'est divisée en deux fractions après un long processus de crise et de décomposition accélérée.

### La crise de « Comunismo »

Il est nécessaire de rappeler les circonstances politiques de la formation de l'organisation pabliste espagnole. Celle-ci se constituait en février-mars 1971 à la suite de l'intervention bureaucratique du SU (et en particulier de la Ligue communiste française) dans la crise qui secouait le groupe « Comunismo ». C'est à partir de la nouvelle étape de la lutte de classe ouverte par la mobilisation contre le conseil de guerre de Burgos (à savoir celle de la crise de décomposition avancée du régime franquiste) et des réponses politiques nécessaires à cette situation, qu'une crise sérieuse se développait dans le groupe « Comunismo ». Réagissant contre la politique « gauchiste » imposée par la direction, soutenue par le SU, recherchant la voie du Front unique, une « fraction trotskyste » se constituait, qualifiée de « lambertiste » par le SU. Elle était expulsée (à partir des textes de Weber et de Mandel) du groupe et fondait en avril 1972 l'Organisation Trotskyste espagnole. Aucun des problèmes n'était réglé.

Aussi la lutte de classe, et en particulier la grève de la SEAT à Barcelone, devait impitoyablement faire éclater l'ensemble des contradictions contenues dans cette organisation. Durant cette grève, la politique gauchiste prônant « le combat en marge et contre les organisations syndicales », en particulier les Commissions Ouvrières, la constitution de petits « syndicats rouges », etc. connut une faillite totale. Les militants, surtout les plus proches de la classe ouvrière, n'étaient plus disposés à appliquer une politique qui les conduisait à l'isolement et à être un élément de division dans chaque bataille et dans chaque mobilisation. Précipitamment, la direction de la LCR donna la consigne de « rentrer dans les Commissions Ouvrières ». Pour les militants, il s'agissait d'une saine réaction contre le sectarisme impuissant qui les avait isolés des grands combats de la classe ouvrière. Mais il s'agissait de tout autre chose pour la direction pabliste.

C'est qu'après SEAT, après la grève des mineurs asturiens, celle de la construction de Madrid en 1972, après la grève générale d'El Ferrol et celle de Vigo, etc., l'ensemble des forces politiques se voient obligées de répondre avec la plus grande clarté aux problèmes posés par la décomposition du régime, au problème du pouvoir.

« Contre les Commissions Ouvrières », la LCR passait alors à l'entrée dans les Commissions « pour les transformer en soviets », contre le Front unique ouvrier, et ce, sur les conseils de la Ligue communiste française.

Lors de la grève du Ferrol ou de Vigo, lorsque des profondeurs du mouvement ouvrier montait l'exigence de réaliser l'unité de toutes les organisations « pour ne pas laisser isolés les camarades de Vigo ou d'El Ferrol », la LCR expliquait que le Front unique n'était pas nécessaire puisque les « commissions ouvrières sont par elles-mêmes le mouvement ouvrier ». C'est, très exactement, ce qu'explique l'appareil du PCE pour, en niant l'existence d'autres organisations syndicales comme l'UGT ou la CNT, refuser l'unité ouvrière.

### L'éclatement de la LCR

Ce dernier virage de la LCR devait déclencher la crise. Les militants ont exigé comme préalable à l'entrée dans les Commissions Ouvrières un bilan complet de la politique de la LCR et une discussion de fond sur la politique du Front unique ouvrier. Les mêmes pro-

blèmes posés lors de la scission de février 1971 et restés sans réponse depuis se repositionnent. Dans ces conditions, le premier congrès de la LCR, un an après sa fondation, ne put que constater la faillite d'une politique incapable de résoudre aucun des problèmes posés dans cette organisation et ne fut qu'une proclamation de « fidélité » envers le SU pabliste.

Aussitôt après les fractions se formaient. Au-delà des manœuvres des dirigeants de ces fractions, la question qui se posait à nouveau était celle de la stratégie de construction du parti révolutionnaire, la question du trotskysme et du Programme de transition. La moitié des militants de la LCR approuvait en juillet 1972 un texte (« La Ligue à la croisée des chemins ») qui, en substance, expliquait :

« La scission lambertiste est la clé pour la compréhension de toute la problématique actuelle de la Ligue et de la cristallisation de son noyau dirigeant ; cependant, alors que très rapidement Burgos aurait dû nous ouvrir les yeux sur les tâches imposées par la période actuelle, il se produisit, d'une part une réaction conservatrice en faveur de la ligne ultragauche antérieure et d'autre part une régression par rapport aux préoccupations antérieures. En réalité, l'expulsion de la fraction trotskyste fut l'expulsion de toutes les questions posées avec la plus brillante actualité : la nécessité d'une stratégie pour un combat communiste résolument dirigé vers les masses et de la politique de Front unique comme élément central de cette stratégie. Ce fut, en réalité, le refus d'assimiler les éléments du programme fondamental de la IV<sup>e</sup> Internationale et, par là même, condamner l'organisation à l'incapacité d'aborder les tâches qui s'imposaient après Burgos. »

Néanmoins ce texte n'abordait pas le rôle joué par le SU à travers la Ligue française et, en conclusion, demandait une « autocritique... à tous les niveaux », et un second congrès de la LCR.

Ce second congrès n'eut jamais lieu : quelques semaines après, en décembre 1972, les deux fractions (« La Ligue à la croisée des chemins » et « La Ligue en marche ») se séparèrent, la LCR éclatait. Le texte précédemment cité donne le véritable contenu de la scission : la nécessité de donner des réponses aux problèmes posés par la lutte de classe fait que de nombreux militants, constatant la faiblesse de la politique imposée à leur organisation par le SU, Weber et Mandel, cherchent consciemment à renouer avec le trotskysme.

Naturellement, dans les deux fractions, les problèmes ne sont pas envisagés avec la clarté suffisante, avant tout dans la fraction qui condamne les errements gauchistes-opportunistes de l'autre, liée à Weber-Krivine-Mandel, mais la profondeur de la crise limite singulièrement leur tentative et la décomposition de la LCR se poursuit. D'une part, la fraction proche de Mandel et de la Ligue française poursuit sa trajectoire d'adaptation à la politique de Carillo. Après une campagne commune avec le PCE pour « l'application des accords de paix au Vietnam » (accords dont nos lecteurs savent qu'ils sont le résultat de la pression combinée, sur le peuple vietnamien, des bombardements de Nixon et de son isolement criminellement entretenu par les bureaucraties du Kremlin et de Pékin engagées dans la coexistence pacifique), voici qu'ils envisagent la possibilité d'entrer dans « l'Assemblée de Catalogne » du Pacte pour la Liberté (nos lecteurs savent qu'il s'agit du Pacte que Carillo propose jusqu'aux secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie espagnole pour tenter d'ouvrir une solution pacifique « bourgeoise » à la succession).

D'autre part, les dirigeants de l'autre fraction cherchent à concilier les inconciliables en expliquant que « bien que le Secrétariat unifié soit une organisation centrée », il est « possible de le transformer en l'épurant et en changeant sa politique ».

Une nouvelle manœuvre de réunification, que va rechercher bien évidemment Mandel, comme toutes les précédentes, constituerait une tentative pour éviter que l'éclatement de la LCR libère un grand nombre de militants qui cherchent le trotskysme. L'expérience du sabotage que font les militants espagnols traduit parfaitement les problèmes que les trotskystes doivent résoudre.

OCI-AJS

202

OCI-AJS  
RUE DE LA PAIX  
POLICE HOUSSE  
ALLIANCE DE L'EST YUGOSLAVE  
BOULVARD HILBERT

Libérer les  
emprisonnés

Le  
Socialisme  
est un  
et indivisible

SEJO



## « Faut-il se plier et voter radical ? Non »

L'interview de militants socialistes de Castel-Sarrasin que nous publions pose des problèmes de même nature que ceux soulevés par des militants de la fédération d'Eure-et-Loir (voir « I.O. » n° 596).

Ces problèmes tournent autour de la question du retrait du Parti socialiste dans quelques dizaines de circonscriptions pour préserver de la disparition l'aile du Parti radical d'une affaire interne au Parti socialiste, mais de la question centrale que les travailleurs veulent résoudre en chassant Pompidou-Messmer. Quel gouvernement peut satisfaire les revendications et les aspirations des masses laborieuses ? La réponse est claire : un gouvernement où ne pourraient siéger les affairistes radicaux. C'est pourquoi tout en ne partageant pas toutes les positions des militants dont nous publions l'interview, nous estimons devoir publier les réponses aux questions posées qui sont à verser comme élément du débat qui va s'ouvrir avec une force explosive dans toutes les organisations ouvrières après les élections.

**Question :** Quelles sont les péripéties du conflit qui a abouti à ce que membre de la Fédération du Tarn-et-Garonne du Parti socialiste, vous ayez décidé de maintenir dans la circonscription de Castel-Sarrasin la candidature de Robert Descazeaux, conseiller général, maire socialiste de Garganvillar, malgré le soutien apporté par la direction du PS au candidat « radical de gauche », Monsieur Ver ?

Le camarade Ricardo, secrétaire général de la mairie de Castel-Sarrasin (mairie socialiste), un des secrétaires de la fédération du Tarn-et-Garonne du Parti socialiste :

Nous avons œuvré à la constitution du nouveau Parti socialiste. Les nouveaux députés votés à la suite du congrès d'Epinau disent, entre autres, que les candidats aux élections doivent être désignés démocratiquement par les membres des sections intéressées.

Les circulaires nationales disaient aussi qu'un candidat socialiste devait être présenté à l'occasion de toutes les consultations. Nous avons également reçu des circulaires préconisant la désignation d'un candidat pour ces élections législatives. C'est ce que nous avons fait.

Il y a eu, ici, 4 candidats à la candidature. Démocratiquement, conformément aux statuts, Robert Descazeaux a été élu. Cela se passait au mois de juin dernier.

Arriva la convention nationale du mois de juillet. On nous fit part de l'entente avec les minoritaires du parti radical. Aux termes de cette entente, la circonscription de Castel-Sarrasin est dévolue au député sortant, Antonin Ver, radical de gauche.

M. Ver est député depuis 10 ans. Depuis 10 ans, en fonction d'accords qui datent de 1962, les socialistes, à Castel-Sarrasin, ne peuvent pas voter pour un candidat socialiste.

Disons-le tout de suite, en dehors de toute attaque personnelle, la façon dont M. Ver a rempli son mandat ne nous satisfait pas. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne s'est pas occupé des problèmes de la circonscription de façon très active.

**Question :** Que représente le Parti radical à Castel-Sarrasin ?

Maurice Bonnal, suppléant de Robert Descazeaux : Quelques notables.

Ricardo : La « réalité » du Parti radical, c'est d'abord l'existence du quotidien *La Dépêche du midi*, la présence de sa direction, Mme Baylet, maire de Valence d'Agen dont le mari, Jean Baylet, fut député radical de la circonscription. Mais actuellement l'influence du Parti radical est en baisse constante, même dans le fief de la directrice de *La Dépêche*. Par exemple, aux dernières élections cantonales, tous les candidats soutenus par ce journal ont été battus. M. Ver, en 1971, a été battu dans sa propre commune, alors qu'il en était le maire. Ajoutons aussi que derrière Ver, il y a le fils Baylet qui a fait part de sa volonté de briquer ce siège plus tard. Ce même Baylet côtoie Jean-Jacques Servan-Schreiber à la direction du Parti radical et participe en même temps au mouvement des radicaux de gauche.

Nous considérons que les accords passés par nos instances nationales d'une façon autoritaire, sans nous consulter, ne respectent ni les statuts du Parti ni les principes démocratiques mais nous continuons à penser que, malgré cette violation occasionnelle, le Parti socialiste reste évidemment un Parti démocratique.

Nous considérons aussi que le fait de nous imposer Ver, handicapé par sa défaite de 1971 va aboutir au résultat inverse que celui que nous recherchons, à savoir gagner la circonscription à la gauche lors des législatives.

De plus, à la suite du congrès d'Epinau, nous sommes de ceux qui avons travaillé à développer le Parti. Nous l'avons développé. Comment dire à nos adhérents aujourd'hui qu'ils doivent se battre pour un candidat radical ?

**Question :** « La Dépêche » fait le silence sur la candidature de Descazeaux et ne néglige rien pour fustiger votre position. Le 24 février, elle publie en bonne place, un communiqué de la Fédération du Tarn-et-Garonne du Parti socialiste sous le titre : « Descazeaux et Bonnal sont exclus et le restoreront ». Pourriez-vous nous préciser qu'elle a été votre attitude à la suite de la convention nationale du Parti socialiste de juillet et quelles en ont été les conséquences ?

Ricardo : A la suite de la Convention nationale, le 20 septembre, nous avons réuni un congrès de circonscription qui groupait toutes les sections de la circonscription de Castel-Sarrasin. Au cours de ce congrès, il y a eu deux motions en présence, la première signée de Louis Delmas, maire de Montauban, candidat dans cette ville, la seconde, la nôtre, défendant la nécessité de la présence du candidat socialiste à Castel-Sarrasin comme à Montauban. Nous l'avons emporté par 303 voix sur 350 votants. Nous étions donc en situation de conflit. Un congrès de la Fédération du Tarn-et-Garonne a ensuite été convoqué le 29 octobre.

Sur le plan fédéral, il y a donc les sections de la circonscription de Castel-Sarrasin et celles de la circonscription de Montauban. Nous l'avons quand même emporté, une fois de plus par 100 voix de majorité.

On a ensuite agité la menace de dissolution de la Fédération.

Un second congrès fédéral a été convoqué. Pour éviter la dissolution de la fédération, nous avons préché l'abstention. Personnellement, je pense que c'est là une erreur. En s'abstenant, nous leur laissons une majorité de faveur, légère d'ailleurs.

Bonnal : Il ne faut pas faire de sentiment en politique, c'était une erreur.

Ricardo : Nous avons décidé à la majorité l'abstention à ce deuxième congrès. Ce n'était pas mon opinion mais je me suis soumis à la loi de la majorité. Moi, j'étais pour me battre car je savais qu'on allait utiliser contre nous les résultats de ce second congrès. On a fait du sentiment.

Bonnal : Nous pensions que les principes du socialisme restauraient valables entre camarades et qu'ils nous laisseraient mener notre combat, surtout en connaissant le but que nous poursuivions. Ils ne l'ont pas fait.

Au congrès, par toutes sortes de pressions, sa situation étant difficile, ils ont décidé Fontagnère, militant socialiste, à être le suppléant de Ver. Il a été « désigné » par 57 voix sur 360 adhérents de la circonscription.

Ricardo : La bataille s'est alors engagée. Nous avons créé un groupe de formation et d'action socialiste (GFAS) qui se réclame du socialisme et nous avons soutenu la candidature de Descazeaux.

Nous avons recueilli 2 500 000 AF sur la souscription, ce qui prouve qu'il existe à Castel-Sarrasin un mouvement populaire en notre faveur.

Nous sommes restés membres du Parti socialiste. Nous avons été traduits en commission fédérale des conflits. Il faut que je dise tout de suite que le drame de notre fédération c'est que les instances fédérales ne sont pas l'image véritable des sections. Nous sommes 360 adhérents à Castel-Sarrasin et nous avons 15 sections. Ils sont 180 à Montauban avec 4 sections dont celle de Montauban est la plus importante. Mais, au sein du secrétariat fédéral il y a 7 secrétaires, 5 de Montauban, 2 de Castel-Sarrasin. Bonnal et moi-même que l'on voudrait exclure aujourd'hui.

Au sein de la commission des conflits il y a 4 représentants de Montauban, 3 de Castel-Sarrasin. Les mêmes rapports existent au sein de la commission exécutive. Cette composition ne traduit pas réellement le développement des sections survenu après le congrès d'Epinau. Démocratiquement, nous devrions être majoritaires. Je disais donc que la commission fédérale des conflits, par 4 voix contre 3 a décrété l'exclusion des dirigeants du GFAS. Nous avons fait appel.

Nous sommes allés à Paris. A Paris, on a dit qu'on nous comprenait mais qu'en créant le GFAS nous nous mettions en dehors du Parti. Le seul exclu officiel par le comité directeur du Parti socialiste, c'est Descazeaux. La fédération départementale fait état de la dissolution des sections opposantes de Castel-Sarrasin alors qu'à Paris il n'en n'avait été question. La fédération du Tarn-et-Garonne est, en somme, si je puis dire, plus royaliste que le roi.

**Question :** François Mitterrand est ensuite venu à Castel-Sarrasin présider un meeting de soutien à la candidature Ver.

Ricardo : Mitterrand est venu sous un chapiteau géant payé je ne sais par qui, mais pas par nous, nous ne sommes pas évidemment assez riches.

Raymond : (militant du parti socialiste de Castel-Sarrasin) : Par *La Dépêche* certainement.

Ricardo : Les gens s'attendaient à ce qu'il nous fustige. Est-ce le précédent d'Eure-et-Loir ? Est-ce parce qu'il sait que nous le suivrons comme par le passé ? Est-ce parce qu'il sait qu'il ne compte pas que des partisans dans ceux qui le suivent maintenant, il a déclaré que nous étions ses meilleurs amis alors qu'il pouvait nous fustiger publiquement. Il a certes fait appel à la discipline, mais s'est élevé au-dessus des questions de personnes et des problèmes locaux. Il a déclaré qu'il était engagé par l'accord national avec les radicaux de gauche.

Raymond : Mais auparavant, quand même, il avait envoyé des émissaires pour tenter de nous neutraliser. Moi, je le vois comme ça.

### LISEZ, DIFFUSEZ

### "JEUNE REVOLUTIONNAIRE"

Au sommaire du dernier numéro

- Avec l'AJJ pour les Etats Généraux de la Jeunesse
- Combien coûte un député ?
- Speller contre Kasperite
- ANJR : 4 mois d'existence
- Interview de Stéphane Just
- Déclaration d'un ex-militant de la Ligue Communiste
- La MNEFIA
- L'UCL se construit
- La lutte pour l'IRJ
- Cinéma : interview de Dominique Labourier.

ABONNEMENTS :

1 an (10 numéros) : 20 F

CCP "Jeune Révolutionnaire"

25.445-62 PARIS

87, rue du Faubourg-St-Denis  
75010 PARIS

Ricardo : De nous neutraliser, non. Il a voulu garder le contact avec nous. Le résultat est là, il n'a pas été méchant contre nous à Castel-Sarrasin.

Jany (militant du parti socialiste) : Mais nous aurons jusqu'au 4 mars et, nous l'espérons, jusqu'au 11 mars. On a développé le Parti socialiste et vous voudriez que nous, nous disions au militant : « Il faut se plier et voter radical ». Non. Nous voulons un candidat sur nos idées, nous tenons le coup pour que le Parti socialiste demeure fidèle à sa doctrine.

Bonnal : l'objet de notre campagne électorale c'est le maintien du Parti socialiste. Nous maintenons notre candidature, nous irons jusqu'au bout. Dans notre campagne électorale, nous expliquons pourquoi nous sommes là, pourquoi aussi on nous attaque et nous défendons le Programme commun de la gauche en expliquant que ce ne peut être que les travailleurs qui prennent en main le Programme commun et le fassent appliquer.

Nous disons aussi que nous ne sommes pas d'accord pour des accords électoraux au premier tour, parce que tout simplement on trompe l'électeur. On ne permet pas le choix. Au second tour, les signataires du Programme commun étant, qu'on le veuille ou non, le PCF, le PS et les radicaux et, puisqu'il faut battre l'UDR nous nous désistons pour le candidat de la gauche le mieux placé, quel qu'il soit.

Or, nous avons déjà la réponse des radicaux : il ne se désistait pas pour Descazeaux si celui-ci arrive en tête. Si nous assistons à une élection triangulaire le 11 mars, notre candidat arrivant en tête et si Ver se maintient, les diviseurs se seront les radicaux. C'est le verdict populaire des urnes qui décide et non l'entente entre notables du département autour d'une table.

**Question :** Quelle est la position du PCF dans cette affaire ?

Raymond : Le PCF nous a exclu des réunions communes sur le Programme commun. Il les a tenues bras dessus, bras dessous avec les radicaux.

Bonnal : Les réunions sur le Programme commun se sont faites avec le communiste et le radical de Castel-Sarrasin et le socialiste de Montauban.

Jany : Nous avons été prévenus par ailleurs qu'il ne fallait pas compter sur le PCF au second tour au cas où Descazeaux arriverait en tête. Mais rien n'est joué. Il faut compter avec l'électorat communiste. D'énormes problèmes vont se poser à tout le monde et à nous le premier et le second tour.

Ce problème, nous ne sommes pas les seuls à le partager. Pour conclure, ce n'est peut-être pas un mot qui vous plaira tellement, mais nous avons entamé « l'autogestion du Parti socialiste ».

34

Le 11 mars les jeunes sont allés voter...  
- Deviens un militant - se construit  
OUI-AJS pour un programme commun -  
- diffusion de MNEFIA - construction  
- campagne Speller - Kasperite et radical -  
- l'UCL se construit - le parti communiste  
- l'ANJR - 4 mois d'existence  
- l'Interview de Stéphane Just  
- l'Interview de Dominique Labourier

"Le journal est la base de la révolution prolétarienne" K. L. K. K. K.

contre le capitalisme  
pour le socialisme

# ETATS GENEREAUX DE LA JEUNESSE

CEDOC